

Juin
2012

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET

**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE
A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2012**



SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
CONTEXTE GENERAL.....	3
I- REALISATION DES RESSOURCES	4
1.1. Ressources budgétaires.....	5
1.1.1. Ressources intérieures	5
1.1.2. Ressources extérieures	6
1.2. Ressources de trésorerie	6
II- EXECUTION DES DEPENSES	7
2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type.....	7
2.1.1 Dépenses budgétaires	8
2.1.1.1 Analyse des dépenses selon le mode d'exécution	8
2.1.1.2 Analyse par grandes natures de dépenses	8
2.1.2 Dépenses de trésorerie	11
2.2 Analyse des dépenses par grandes fonctions (annexe 4).....	12
2.3 Analyse des dépenses pro pauvres (Annexe 10)	14
2.3.1 Agriculture, développement rural, ressources halieutiques et production animale	14
2.3.2 Education	15
2.3.3 Santé	15
2.3.4 Eau, assainissement et électricité	15
2.3.5 Infrastructures	15
2.3.6 Affaires sociales	16
2.3.7 Décentralisation	16
2.3.8 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	16
III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES (Annexe 3 & 5).....	17
3.1 Au titre de la dette publique	17
3.2 Au titre des dépenses de personnel.....	17
3.3 Au titre des transferts et interventions de l'Etat.....	17
3.4 Au titre de l'achat des biens et services	17
3.5 Au titre des équipements collectifs et autres charges courantes de l'Etat	18
IV- REALISATION DES REPERES QUANTITATIFS BUDGETAIRES DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	19
4.1 Gestion des délais de traitement des dossiers dans le SIGFiP.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2 Repères indicatifs	19
CONCLUSION	20

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage de l'exécution budgétaire.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales budgétaires.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 3 : Exécution des dépenses par grandes natures.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 4 : Exécution des dépenses par secteurs et par fonctions.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 5 : Exécution détaillée des dépenses par grandes natures.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 6 : Exécution détaillée des dépenses par secteurs et par fonctions.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 7 : Exécution des dépenses par ministères et par institutions.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 8 : Exécution des dépenses des ministères et institutions par grandes natures.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 9 : Situation d'exécution des dépenses sociales.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 10 : Exécution des dépenses pro pauvres.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 11 : Gestion des délais de traitement des dossiers dans le SIGFiP.....	Erreur ! Signet non défini.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat.....	4
Tableau 2 : Réalisations des dépenses selon le mode d'exécution.....	7
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses par grandes fonctions.....	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2012.....	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 6 : Durée moyenne de traitement des dossiers.....	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 7 : Evolution des repères quantitatifs budgétaires du Programme Economique et Financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC).....	19

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Etat comparatif des réalisations de ressources par rapport aux prévisions.....	4
Graphique 2 : Etat comparatif des réalisations de dépenses par rapport aux prévisions.....	7
Graphique 3 : Répartition des dépenses par grandes fonctions.....	13

INTRODUCTION

L'objet de cette communication est de présenter les caractéristiques essentielles de l'exécution du budget au terme du premier semestre 2012. A cet effet, elle fait le point de la mobilisation des ressources, de la réalisation des dépenses ainsi que de la mise en œuvre des engagements budgétaires du programme économique et financier.

CONTEXTE GENERAL

Le deuxième trimestre 2012 qui s'inscrit dans la poursuite des efforts de normalisation, a été marqué par la visite du Président de la République dans la zone ouest du pays et le renforcement du dialogue avec l'opposition.

Au niveau économique, les efforts de relance des activités observés au premier trimestre se sont poursuivis. Ainsi, des mesures ciblées telles que l'instauration de l'affichage systématique des prix et le renforcement des contrôles, visant à contenir l'évolution des prix des principales denrées alimentaires ont été mises en œuvre.

Les efforts d'assainissement des finances publiques entrepris ainsi que les réformes structurelles mises en œuvre dans les secteurs clés de l'économie ont abouti à des résultats satisfaisants dans l'exécution du Programme Economique et Financier et permis d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) le 26 juin 2012.

Ainsi, suite aux discussions avec les principaux créanciers notamment ceux du Club de Paris le 29 juin 2012, des allègements substantiels de la dette extérieure ont été obtenus.

Au plan budgétaire, le recouvrement des recettes a bénéficié de la bonne évolution de l'activité économique ainsi que des réformes engagées par les régies financières notamment la réorganisation des services fiscaux.

Quant aux dépenses, la mise en œuvre des mesures d'encadrement visant l'amélioration de la capacité d'absorption des services eu égard au niveau important des crédits d'investissement, ont permis d'avoir des résultats satisfaisants au cours des six premiers mois de l'année.

En résumé, l'exécution du budget au premier semestre s'est effectuée dans un contexte socio-économique favorable.

I- REALISATION DES RESSOURCES

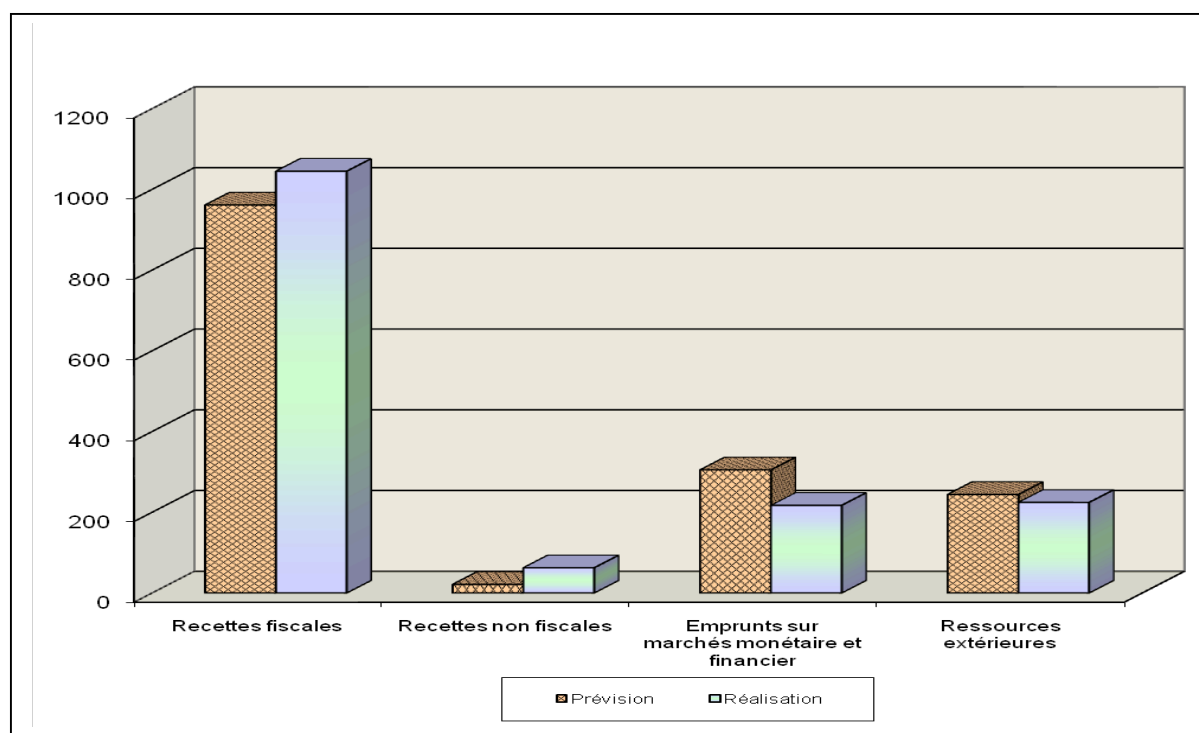
A fin juin 2012, la mobilisation des ressources s'est établie globalement à 1 560,4 milliards comprenant 1 520,1 milliards de ressources budgétaires et 40,2 milliards de ressources de trésorerie

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat

(en milliards de francs CFA)	Budget	Budget programme	Fin Juin	
			Objectif	Réalisation
Ressources budgétaires	3 160,0	3 202,7	1 506,3	1 520,1
Ressources intérieures	2 505,8	2 597,7	1 257,5	1 286,7
Recettes fiscales	1 853,8	1 934,3	935,0	1 014,4
Recettes non fiscales	52,0	88,4	17,5	55,2
Emissions titres publics	600,0	575,0	305,0	217,1
Ressources extérieures	654,2	605,0	248,8	233,4
Contrepartie rééchelonnées, restructurables, différées et annulées	315,3	320,0	118,5	118,5
Appuis budgétaires	176,0	164,1	58,1	61,1
Dons-programme sortie de crise	10,0	10,0	10,0	10,0
Autres Appuis budgétaires	166,0	154,1	48,1	51,1
dont FMI	96,3	96,3	48,1	51,1
Financement à rechercher	42,0	0,0		
Dons et emprunts projets	120,9	120,9	72,2	53,8
Opérations de trésorerie			36,0	40,2
TVA secteur électricité			6,5	7,3
Recettes affectées au remboursement de crédits de TVA			25,7	25,7
Bonus de signature affecté au secteur minier			3,8	7,2
Total Ressources	3 160,0	3 202,7	1 542,3	1 560,4

Source : DGBF-DGTCP-DGE

Graphique 1 : Etat comparatif des réalisations de ressources par rapport aux prévisions



Source : DGBF-DGTCP-DGE

1.1. Ressources budgétaires

Les réalisations de ressources budgétaires se sont établies à 1 520,1 milliards pour une prévision de 1 506,3 milliards, soit un taux de 100,9%. Ce résultat est lié au bon niveau de recouvrement des recettes fiscales et non fiscales. Ces réalisations comprennent 84,6% de ressources intérieures et 15,4% de ressources extérieures.

1.1.1. Ressources intérieures

Les ressources intérieures ont été mobilisées à hauteur de 1 286,7 milliards contre un objectif de 1 257,5 milliards, dégageant un excédent de 29,3 milliards.

➤ Les recettes fiscales

Recouvrées à 1 014,4 milliards, les recettes fiscales enregistrent une plus-value de 79,4 milliards. Ce résultat est en rapport avec le bon niveau de collecte de l'impôt BIC, de l'impôt sur les revenus et salaires, de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers, des droits d'enregistrement et de timbre ainsi que des taxes à l'exportation.

En effet, *l'impôt BIC* prévu à 139,7 milliards à fin juin, a été recouvré à hauteur de 176,7 milliards, enregistrant un surplus de 37 milliards. Cette performance est en rapport avec les bons résultats financiers des entreprises en 2011 en liaison avec la reprise plus rapide qu'attendue de l'activité économique.

Les impôts sur les revenus et salaires ont été réalisés à hauteur de 126,4 milliards contre un objectif de 111,7 milliards. La plus value de 14,7 milliards qui se dégage est liée à l'amélioration de la situation financière des entreprises qui a favorisé les déclarations et l'acquittement de cet impôt.

Quant aux *impôts sur les revenus des capitaux mobiliers*, ils ont été recouverts à 27 milliards pour des objectifs de 17,2 milliards. Ce résultat s'explique par l'augmentation du volume de dividendes distribués alors que les hypothèses de projection étaient basées sur un niveau de réinvestissement plus important des bénéfices eu égard au contexte qui prévalait au moment des projections.

Les droits d'enregistrement ont été recouverts à 63,5 milliards, enregistrant une plus-value de 6,5 milliards, en rapport avec l'évolution favorable des cours mondiaux du cacao au regard des prévisions.

Les droits et taxes à l'exportation prévus à 108,1 milliards, ont été recouverts à hauteur de 120,3 milliards, soit un surplus de 12,2 milliards qui s'explique par la hausse du prix international du cacao et l'augmentation des tonnages de cacao fèves exportés (541 795 tonnes contre 484 795 tonnes prévus).

Le surplus généré a été atténué par la contre-performance dans la collecte *des droits et taxes à l'importation* qui se sont situés à 327 milliards avec une moins-value 3,5 milliards. Ce résultat est lié à la baisse du taux de la taxation du gas-oil et du super carburant pour maintenir inchangés les prix des produits pétroliers à la pompe.

➤ Les recettes non fiscales

Le recouvrement des recettes non fiscales à fin juin se chiffre à 55,2 milliards contre un objectif de 17,5 milliards. L'écart positif de 37,7 milliards est liée aux paiements par anticipation de la redevance sur la licence 3^{ième} Génération (11,4 milliards) et du bonus de signature sur les contrats miniers (10,9 milliards) attendus initialement au troisième trimestre. Cette plus-value s'explique également par le paiement d'une troisième licence 3^{ième} Génération (5,7 milliards), alors que les hypothèses de projections prévoyaient deux licences.

➤ **Les émissions de titres d'Etat**

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser 217,1 milliards à fin juin contre 305 milliards prévus. Ce niveau de mobilisation en retrait est en rapport avec la modification du calendrier initial des émissions tenant compte du bon niveau de réalisation des recettes fiscales et des potentialités du marché.

Ces réalisations comprennent 58,5 milliards de bons du Trésor, 71,9 milliards d'emprunts obligataires et 86,7 milliards d'obligations du Trésor.

1.1.2. Ressources extérieures

Les réalisations de ressources extérieures se sont établies à 233,4 milliards contre 248,8 milliards prévus. Elles contiennent 51,1 milliards d'appuis budgétaires obtenus auprès du Fonds Monétaire International (FMI).

Elles intègrent les tirages sur emprunts et dons projets pour 53,8 milliards contre 72,2 milliards prévus, soit un taux de 74,5%.

Les dons affectés au Programme d'Assistance Post-Crise, ont été réalisés conformément aux prévisions de 10 milliards.

Les réalisations au titre des ressources extérieures comprennent également les gains liés à la restructuration des échéances de la dette extérieure qui se chiffrent à 118,5 milliards dont 113,8 milliards obtenus auprès des créanciers membres du Club de Paris et 4,7 milliards du Fonds Monétaire International (FMI). Ces restructurations sont composées de 12,4 milliards de rééchelonnement, 65 milliards d'échéances différées et de 41,1 milliards d'annulation.

1.2. Ressources de trésorerie

En marge du recouvrement des ressources budgétaires, des recettes de trésorerie ont été mobilisées à hauteur de 40,2 milliards. Elles comprennent :

- ✓ 7,3 milliards de recettes de TVA à reverser au secteur électricité ;
 - ✓ 25,7 milliards de ressources affectées au remboursement de crédits de TVA ;
 - ✓ 7,2 milliards de bonus de signature affecté au secteur minier.
-

II- EXECUTION DES DEPENSES

2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type

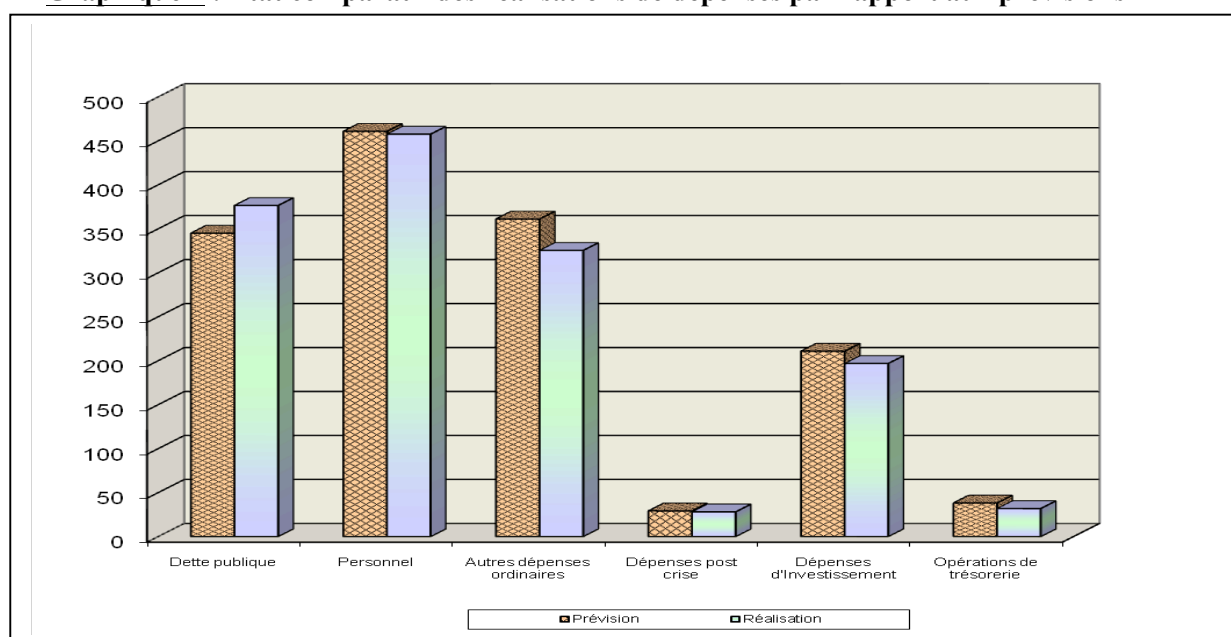
L'exécution des dépenses à fin juin 2012 se situe à 1 438,9 milliards contre 1450,7 milliards prévus. Ce niveau d'exécution comprend 1 398,3 milliards de dépenses budgétaires et 40,7 milliards d'opérations de trésorerie.

Tableau 2 : Réalisations des dépenses selon le mode d'exécution

LIBELLE (en milliards de francs CFA)	Budget	Budget Programme	Objectif fin Juin	Exécution fin Juin			
				Exécution SIGFIP (hors remb. TVA)	Avances non encore régularisées	Autres opérations de trésorerie	TOTAL DEPENSES
Dépenses Budgétaires	3 160,0	3 202,7	1 406,9	1 298,1	40,2	60,0	1 398,3
Dette publique	882,1	815,7	345,0	363,7		12,8	376,4
Dette intérieure	421,7	355,4	150,4	166,4			166,4
Dette extérieure	460,4	460,4	194,6	197,3		12,8	210,1
Dépenses ordinaires	1 603,3	1 667,2	821,9	726,26	30,0	38,1	794,4
Personnel	918,7	940,4	460,9	457,6			457,6
Abonnement	47,2	47,2	23,6	23,6			23,6
Subventions et transferts	301,7	301,7	162,4	132,0		34,4	166,4
Couverture du déficit CGRAE	30,4	30,4	15,2	15,2			15,2
Dépenses sociales ciblées	10,7	10,7	10,0	5,8			5,8
Autres dépenses de fonctionnement	294,6	336,8	149,9	92,0	30,0	3,7	125,8
Dépenses post crise	54,4	63,4	29,2	25,3	2,8	0,6	28,7
Dépenses intérieur	44,4	53,4	19,2	15,3	2,8		18,1
Dépenses extérieur	10,0	10,0	10,0	10,0		0,6	10,6
Dépenses d'investissement (hors dépenses post crise)	620,2	656,4	210,8	182,9	7,4	8,6	198,8
Financement intérieur	499,3	535,4	138,6	138,2	7,4		145,5
Financement extérieur	120,9	120,9	72,2	44,7		8,6	53,3
Opérations de trésorerie			43,8	0,0		40,7	40,7
Remboursement de TVA			25,7			25,7	25,7
Déficit CGRAE/ Déficit CNCE			7,7			5,4	5,4
Reversement TVA au secteur électricité			6,6			2,3	2,3
Reversement de bonus de signature au secteur minier			3,8			7,2	7,2
TOTAL DEPENSES	3 160,0	3 202,7	1 450,7	1 298,1	40,2	100,6	1 438,9

Source : DGBF-DGTCP-DGE

Graphique 2 : Etat comparatif des réalisations de dépenses par rapport aux prévisions



Source : DGBF-DGTCP-DGE

2.1.1 Dépenses budgétaires

Prévues à 1 406,9 milliards, les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de 1 398,3 milliards, dégageant une sous-consommation de crédits d'un montant de 8,6 milliards.

2.1.1.1 Analyse des dépenses selon le mode d'exécution

Les dépenses ont été exécutées selon différents modes décrits ci-après :

Les dépenses exécutées à travers le SIGFiP au cours du premier semestre 2012 se situent à 1 298,1 milliards représentant 92,8% des dépenses budgétaires. Elles couvrent la dette publique, les dépenses de personnel, les autres charges de fonctionnement des services, les dépenses d'investissement ainsi que les opérations liées aux actions post-crise.

Les dépenses effectuées par avances de trésorerie non encore régularisées s'élèvent à 40,2 milliards concernant 2,9% des dépenses budgétaires.

Elles se rapportent essentiellement aux autres charges de fonctionnement des services (30 milliards), aux dépenses d'investissement (7,4 milliards) et aux dépenses post-crise (2,8 milliards).

Les autres opérations de trésorerie non encore régularisées dans le SIGFiP, se sont établies à 60 milliards et portent sur 4,3% des dépenses budgétaires.

Elles concernent principalement les charges de la dette publique (12,8 milliards), le transfert au Fonds de réserves café-cacao (23,6 milliards), la subvention de la marge de raffinage de la SIR (6,6 milliards) et les emprunts projets (8,6 milliards) pour les décomptes directement payés par les bailleurs.

La régularisation de ces avances et des autres opérations de trésorerie est en cours.

2.1.1.2 Analyse par grandes natures de dépenses

La répartition par grandes natures, des dépenses exécutées se présente comme suit :

Libellés <i>(Montant en milliards de F CFA)</i>	Objectif fin juin	Exécution	% du niveau d'exé. global
Service de la dette publique	345,0	376,4	26,9%
Dépenses de personnel	460,9	457,6	32,7%
Frais d'abonnement	23,6	23,6	1,7%
Subventions et transferts	162,4	166,4	11,9%
Autres dépenses de fonctionnement des services	175,1	146,8	10,5%
Dépenses post-crise	29,2	28,7	2,0%
Dépenses d'investissement	210,8	198,8	14,2%
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	1 406,9	1 398,3	100,0%

➤ **Service de la dette publique**

Prévu à 345 milliards, le service de la dette publique a été exécuté à 376,4 milliards comprenant 122,9 milliards de paiements effectifs. Ce service exécuté se répartit entre la dette intérieure pour 44,2% et la dette extérieure pour 55,8%.

Le service de la dette intérieure, a été exécuté à 166,4 milliards contre 150,4 milliards prévus. Ce niveau intègre 41,5 milliards d'échéances restructurées de bons du Trésor non initialement prévus.

Exécuté à hauteur de 210,1 milliards contre 194,6 milliards prévus, **le service de la dette extérieure** comprend 118,5 milliards d'échéances restructurées. Cette restructuration a été obtenue auprès du Club de Paris pour un montant de 113,8 milliards dont 12,5 milliards de rééchelonnement, 64,9 milliards de différé et 36,4 milliards d'annulation. Par ailleurs, une annulation d'un montant de 4,7 milliards a été accordée par le FMI.

➤ **Dépenses de personnel**

Les charges de personnel exécutées au cours du premier semestre 2012 s'élèvent à 457,6 milliards pour une prévision de 460,9 milliards, soit une sous-consommation de 3,3 milliards. Cette sous consommation est principalement imputable au retard dans l'exécution des dossiers de glissement catégoriel des policiers. En effet, prévue à 5,7 milliards pour un effectif de 7000 agents, le niveau d'exécution de cette dotation est de 1,8 milliard pour un effectif de 1600 agents à fin juin. Ce retard sera rattrapé sur le reste de l'année.

Les dépenses de personnel comprennent :

- ✓ le salaire des fonctionnaires et la solde de la police (323 milliards) ;
- ✓ la solde des militaires (64,5 milliards) ;
- ✓ les subventions d'équilibre-personnel aux EPN et autres organismes (34,2 milliards) ;
- ✓ les salaires du personnel des institutions (19,6 milliards) ;
- ✓ les subventions aux charges salariales des collectivités décentralisées (3 milliards) ;
- ✓ la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et divers (13,2 milliards).

➤ **Dépenses d'abonnement et de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone**

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées à hauteur de 23,6 milliards, en ligne avec les prévisions. Ces dépenses comprennent les frais d'abonnement et de consommation d'électricité (14,3 milliards), d'eau (5,4 milliards) et de téléphone (3,9 milliards).

➤ **Autres dépenses de fonctionnement**

Les autres dépenses de fonctionnement (hors dépenses post-crise) composées des subventions et transferts, des dépenses sociales ciblées et des charges de fonctionnement des services ont été exécutées à hauteur de 313,2 milliards pour une prévision de 337,5 milliards.

Au titre **des subventions et transferts**, le niveau d'exécution se situe à 166,4 milliards, contre une prévision de 162,4 milliards. Ces réalisations comprennent la subvention au secteur électricité (29,6 milliards), à la marge SIR (11,6 milliards), aux écoles privées (16,8 milliards), à la constitution du fonds de réserves café-cacao (23,6 milliards). Elles prennent en compte également les paiements des bourses, kits scolaires et autres transferts éducatifs (32,7 milliards). Par ailleurs, elles intègrent les transferts aux EPN

(31,1 milliards) et au profit des représentations de la Côte d'Ivoire à l'étranger (11,5 milliards).

Le soutien à la résorption du déséquilibre financier de **la CGRAE** s'est établi à 15,2 milliards.

Quant aux **dépenses sociales ciblées** prévues à 10 milliards, elles ont été exécutées à 5,8 milliards, couvrant le soutien à la gratuité de la césarienne et des soins aux enfants de moins de 5 ans.

En ce qui concerne **les charges de fonctionnement des services**, elles ont été exécutées dans les limites des prévisions avec un niveau de 125,8 milliards, correspondant à un taux de 83,9% des prévisions. Cette sous consommation s'explique essentiellement par les retards accusés dans l'acquisition des mobiliers et matériel de bureau et certaines fournitures pour le fonctionnement des services.

➤ **Dépenses d'investissement**

Les dépenses d'investissement, hors celles liées aux opérations post-crise, ont enregistré un taux d'exécution de 94,3% en se situant à 198,8 milliards. Ces dépenses ont été financées à 73,2% par les ressources intérieures et à 26,8% par les ressources extérieures.

Les **dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures** se sont chiffrées à 145,5 milliards pour une prévision de 138,6 milliards, soit un taux d'exécution de 105% imputable à la mise en œuvre satisfaisante des mesures d'accélération de l'exécution des dépenses publiques notamment l'allégement des procédures de passation des marchés publics. Ce niveau d'exécution est en liaison également avec l'accélération du programme de réhabilitation des universités (32,2 milliards) eu égard à l'imminence de la rentrée universitaire et la célérité dans l'exécution des opérations inscrites dans le Programme d'Urgence Présidentiel (24,7 milliards contre 18 milliards prévus).

En outre, ces réalisations prennent en compte la mise à disposition de la contrepartie de l'Etat au financement de la construction du 3^{ième} pont (8 milliards) et le soutien au démarrage des activités de la compagnie Air Côte d'Ivoire (6 milliards). Elles intègrent également les frais d'équipement pour le Recensement Général de la Population (3,5 milliards) et les opérations d'investissement menées par les Collectivités Décentralisées (10,6 milliards).

Quant aux **dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures**, elles s'élèvent à 53,3 milliards avec un taux d'exécution de 73,8%. Ce niveau d'exécution comprend 24,1 milliards au titre des emprunts projets et 29,2 milliards pour les dons projets.

Au titre **des dons projets**, les dépenses exécutées concernent principalement le Programme d'Urgence Infrastructures Urbaines (15 milliards), le projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (10 milliards) et les projets financés par le Don de Gouvernance et de Développement Institutionnel de la Banque Mondiale (2 milliards).

Concernant les **emprunts projets**, les dépenses se rapportent essentiellement au prolongement de l'Autoroute du Nord (5,7 milliards), aux projets d'aménagement hydro-agricole (6,5 milliards).

➤ **Dépenses post- crise**

Prévues à 29,2 milliards, les dépenses effectuées dans le cadre des actions post-crise ont été exécutées à hauteur de 28,7 milliards dont 18,1 milliards financés par les ressources intérieures et 10,6 milliards par les concours extérieurs.

Ces dépenses ont été effectuées dans le cadre des activités :

- ✓ du projet d'Assistance Post-crise (10 milliards) ;
- ✓ de la Commission Electorale Indépendante (3 milliards) ;
- ✓ du Comité National pour le Redéploiement de l'Administration (2,6 milliards) ;
- ✓ du Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (2 milliards) ;
- ✓ du Programme service civique et réinsertion (2,5 milliards).

Les crédits inscrits au titre du reliquat de la rémunération de l'opérateur technique SAGEM, ont été exécutés à hauteur de 6 milliards pour une dotation annuelle de 12,7 milliards.

2.1.2 Dépenses de trésorerie

En dehors des dépenses budgétaires, des opérations de trésorerie d'un montant de 40,7 milliards ont été effectuées. Elles concernent :

- ✓ le remboursement des crédits de TVA (25,7 milliards) ;
 - ✓ la couverture du déficit de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (5,4 milliards) ;
 - ✓ le reversement de recettes de TVA au secteur de l'électricité (2,3 milliards) ;
 - ✓ le reversement de bonus de signature au secteur minier (7,2 milliards).
-

2.2 Analyse des dépenses par grandes fonctions (annexe 4)

Les dépenses de l'Etat exécutées globalement au premier semestre 2012 à 1 438,9 milliards, se répartissent par grandes fonctions, comme suit :

Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses par grandes fonctions

<i>Dépenses par grandes fonctions</i> (données en milliards de F CFA)	Budget Programme	Exécution fin juin			TOTAL
		SIGFiP	Avances Non encore régularisées	Opérations de trésorerie	
Service de la dette publique	815,7	363,7	0	12,8	376,4
Services généraux des administrations publiques	604,0	180,9	12,8	31,5	225,2
<i>dont Institutions</i>	115,8	42,2	3,1	0,0	45,3
<i>Services généraux</i>	488,2	138,6	9,7	31,5	179,9
Enseignement, Formation et Recherche	669,7	319,3	1,7		321,0
Santé	172,2	62,4	2,6		65,0
Affaires Économiques	208,4	55,3	2,5	8,0	65,8
Défense, ordre et sécurité	323,6	151,5	18,1	3,7	173,2
Logement et Equipements Collectifs	287,7	107,5	0,6	44,7	152,8
Autres domaines d'intervention de l'Etat	121,2	57,7	1,9		59,5
TOTAL GENERAL	3 202,7	1 298,1	40,2	103,0	1 438,9

Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

Le **service de la dette publique** exécuté à 376,4 milliards, comprend 282,5 milliards d'échéances sur capital et 93,9 milliards au titre des intérêts.

Les dépenses effectuées par les services généraux **des administrations publiques** se chiffrent à 225,2 milliards dont 45,3 milliards au niveau des institutions nationales, 95 milliards par les services économiques et financiers et 84,9 milliards par les autres services généraux.

Au titre des activités des **secteurs de l'enseignement, de la formation et de la recherche**, les dépenses se sont situées à 321 milliards dont 184,9 milliards pour le volet de l'éducation de base, 76 milliards pour l'enseignement supérieur, 19,4 milliards pour l'enseignement technique et professionnel et 14,1 milliards pour l'enseignement secondaire.

Ces dépenses intègrent également les activités du secteur de la recherche (4,9 milliards) et le transport des élèves (2,5 milliards).

Concernant le **secteur de la santé**, les activités menées ont occasionné des dépenses de 65 milliards intégrant 31 milliards de charges de personnel et 21,7 milliards au titre des opérations des services de santé de base et secondaire, des CHU et Centres de Santé Spécialisés (CSS). Ces dépenses intègrent également les activités de formation des agents de santé (3 milliards) ainsi que le soutien à la gratuité de la césarienne et des soins aux enfants de moins de 5 ans (5,1 milliards).

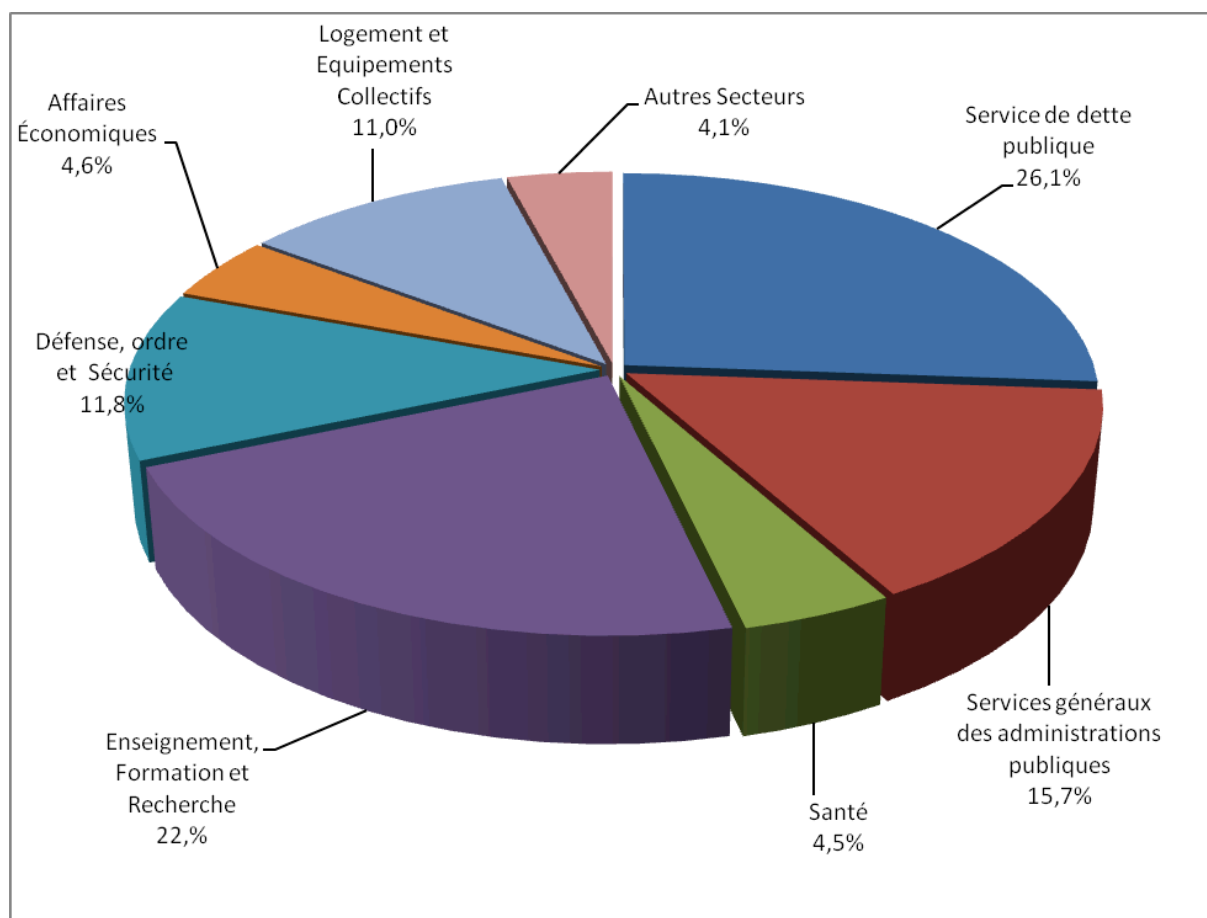
Les dépenses effectuées par les services en charge du développement des **activités économiques**, se sont établies à 65,8 milliards. Ces activités ont été menées dans les secteurs de l'agriculture, de la production animale et des ressources halieutiques (34,2 milliards), des mines et de l'énergie (5,8 milliards), des transports et télécommunications (15,3 milliards).

Les dépenses liées aux opérations de **défense et de sécurité** ainsi que celles des **services judiciaires et pénitenciers**, se sont établies à 173,2 milliards. Elles concernent entre autres, les frais d'entretien et de réparation des engins militaires et les frais de carburant, les baux et l'alimentation ainsi que la réhabilitation des casernes et des établissements judiciaires et pénitenciers.

Dans le cadre de la reconstruction post conflit et de la remise en état de fonctionnement de l'appareil étatique, les dépenses de **logements et d'équipements collectifs** ont été réalisées à hauteur de 152,8 milliards.

Par ailleurs, les activités au titre des **autres domaines d'intervention de l'Etat (loisirs, protection sociale, environnement)** ont induit des dépenses d'un montant de 59,5 milliards.

Graphique 3 : Répartition des dépenses par grandes fonctions



Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

2.3 Analyse des dépenses pro pauvres (Annexe 10)

Les dépenses exécutées dans les domaines de lutte contre la pauvreté se sont établies à 496,1 milliards pour un objectif plancher de 403 milliards, soit un taux d'exécution de 123,1%.

Ce résultat est lié à l'accélération des travaux de réhabilitation et d'équipement des universités (32,2 milliards) en vue de leur réouverture prochaine, au bon rythme d'exécution des projets du Programme Présidentiel d'Urgence (24,7 milliards contre 18 milliards prévus), ainsi qu'à un niveau de tirage plus élevé que prévu des dons projets (16 milliards).

Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2012

	2011	2012		
	Réalisation	Budget	Objectif juin	Réalisation
01 Agriculture et développement rural	35,2	41,4	16,9	25,1
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	4,0	4,7	2,4	2,3
03 Education	529,2	628,6	276,6	321,0
04 Santé	120,2	138,0	54,9	65,0
05 Eau et Assainissement	36,3	39,9	11,5	12,1
06 Energie	8,8	17,0	8,0	11,8
07 Routes et ouvrages d'art	33,4	47,1	12,6	26,9
08 Affaires Sociales	25,0	14,1	7,0	7,2
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	29,0	32,1	8,5	15,8
10 Reconstructions et réhabilitations	5,6	1,2	0,3	0,0
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	16,5	15,9	4,2	8,9
TOTAL	843,4	980,0	403,0	496,1

Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

2.3.1 Agriculture, développement rural, ressources halieutiques et production animale

Les activités menées au sein de ces secteurs ont occasionné des dépenses d'un montant de 27,4 milliards dont 25,1 milliards au titre de **l'agriculture et du développement rural** et 2,4 milliards au niveau du domaine des **ressources halieutiques et de la production animale**.

Ces dépenses se rapportent notamment aux activités de soutien au développement de l'agriculture (7,2 milliards intégrant 3,5 milliards de subvention au secteur coton). Elles concernent également les actions de formation et d'encadrement du monde agricole avec l'appui de l'ANADER et du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (7,1 milliards) ainsi que les activités du programme d'aménagement hydro-agricole (9,8 milliards).

Les dépenses effectuées dans le domaine des **ressources halieutiques et de la production animale**, couvrent les actions de formation, d'encadrement et d'appui à l'élevage.

2.3.2 Education

Les dépenses effectuées dans le secteur formation, enseignement et recherche se sont situées à 321 milliards contre 276,6 milliards prévus.

Outre les charges salariales d'un montant de 206,9 milliards, ces dépenses couvrent notamment les activités de l'administration centrale, la subvention aux écoles privées, le paiement des bourses. Elles concernent également les subventions octroyées aux EPN et à la SOTRA pour le transport des élèves et étudiants.

Par ailleurs, ces dépenses se rapportent aux travaux de réhabilitation des universités et aux opérations menées dans le secteur au titre du Programme Présidentiel d'Urgence.

Les dépenses relatives aux actions menées par les collectivités décentralisées dans le cadre de la construction, l'équipement et la réhabilitation des infrastructures scolaires se sont situées à 4,3 milliards.

2.3.3 Santé

Les dépenses exécutées dans le domaine de la santé, y compris celles menées dans le cadre du programme présidentiel d'urgence, se sont chiffrées à 65 milliards comprenant 31 milliards de charges salariales.

Les autres dépenses ont concerné notamment les activités de l'administration centrale, le paiement des bourses et les subventions aux EPN et aux collectivités pour le renforcement de leur intervention dans le domaine de la santé. Ces dépenses se rapportent également au soutien à la gratuité des actes de césarienne et des soins aux enfants de moins de 5 ans.

2.3.4 Eau, assainissement et électricité

Les dépenses effectuées dans le cadre de **l'assainissement, de l'accessibilité en eau potable et à l'électricité** se sont établies à 23,9 milliards.

Outre les charges salariales, les dépenses d'assainissement et d'accessibilité en eau potable d'un montant de 12,1 milliards, ont concerné les activités du programme de renforcement en eau potable de la ville d'Abidjan, les actions de protection de l'environnement ainsi que les opérations relatives à la gestion des ordures de Yamoussoukro. Toutes ces actions ont été renforcées par celles effectuées au titre du Programme Présidentiel d'Urgence.

Les actions de renforcement de l'accessibilité des populations à **l'électricité** ont induit des dépenses d'un montant de 11,7 milliards. Outre les actions menées au titre du Programme Présidentiel d'Urgence dans le secteur de l'électrification, ces dépenses ont couvert les frais de gestion de l'éclairage public et les charges liées aux activités du projet d'électrification de 23 localités et chefs lieux sous-préfectures.

2.3.5 Infrastructures

Les dépenses effectuées dans le cadre des travaux d'amélioration **des infrastructures routières et de construction d'ouvrages d'art**, se sont situées à 26,9 milliards dont 16,8 milliards au titre du Programme d'Urgence Infrastructures Urbaines.

Ces dépenses ont porté également sur l'aménagement de la route Guiglo-Tabou (1,1 milliard), les Travaux de voirie Yamoussoukro (1,1 milliard), la construction du pont de Jacquville (0,9 milliard), le Fonds de Développement du Transport Routier (0,9 milliard) et le renforcement des Sections de la Côtière (0,8 milliard).

Ces travaux d'infrastructures ont été également renforcés par le Volet Entretien et Aménagement Routier du Programme Présidentiel d'Urgence d'un montant de 3,3 milliards.

2.3.6 Affaires sociales

Les dépenses effectuées au titre des affaires sociales se sont situées à 7,2 milliards dont 5,8 milliards au titre des charges de personnel et de fonctionnement de l'administration centrale. Elles prennent également en compte la formation du personnel d'appui et des femmes, le fonctionnement des orphelinats, pouponnières et centres sociaux ainsi que la prise en charge des indigents et des victimes de guerre.

2.3.7 Décentralisation

Outre les dépenses effectuées dans les secteurs de l'éducation, la santé et l'agriculture d'un montant de 6,3 milliards, les Collectivités Décentralisées ont consacré 13,8 milliards à la couverture de leurs charges de fonctionnement et au renforcement des autres actions de lutte contre la pauvreté.

2.3.8 Autres domaines de lutte contre la pauvreté

Les dépenses effectuées au titre des autres domaines de lutte contre la pauvreté se sont chiffrées à 8,9 milliards. Elles ont concerné essentiellement les activités du programme service civique et réinsertion (2,5 milliards), le Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (2 milliards), les allocations chômage et la promotion de l'emploi (0,8 milliard) ainsi que le développement du tourisme et de l'artisanat (2,2 milliards).

III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES (Annexe 3 & 5)

Les paiements effectués par les comptables publics à fin juin 2012 se chiffrent à 814,3 milliards dont 673,5 milliards sur base de mandats pris en charge, 40,2 milliards d'avances de trésorerie non encore régularisées et 100,6 milliards d'autres opérations de trésorerie.

3.1 Au titre de la dette publique

Les paiements effectués au titre de la dette publique se décomposent entre le service de la dette intérieure et celui de la dette extérieure pour respectivement 47,7 milliards et 75,2 milliards.

Les règlements effectifs de la dette intérieure concernent principalement les bons du Trésor (5,5 milliards), les emprunts obligataires (4,1 milliards), les obligations du Trésor (12,6 milliards), les échéances dues à la BICICI au titre de la dette SIR rétrocedée (4,8 milliards), le remboursement de la dette du groupe PFO (11 milliards).

Les règlements au titre de la dette extérieure ont été effectués au profit principalement du Club de Londres (23 milliards), de la Banque Mondiale (17,3 milliards), du Club de Paris (10,1 milliards), de la Banque Africaine de Développement (8,5 milliards). Ces paiements prennent en compte également les souscriptions au capital et commissions sur les opérations de la dette (8,6 milliards).

3.2 Au titre des dépenses de personnel

Les paiements effectués au titre des dépenses de personnel se sont établis à 457,6 milliards et portent essentiellement sur :

- les traitements et salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat (359,1 milliards) ;
- la subvention d'équilibre-personnel aux EPN et autres organismes (34,2 milliards) ;
- les salaires et indemnités du personnel des institutions (19,6 milliards) ;
- les salaires et indemnités du personnel des ambassades (13,2 milliards) ;
- la subvention aux charges de personnel des collectivités décentralisées (3 milliards).

3.3 Au titre des transferts et interventions de l'Etat

Les transferts et subventions au profit des organismes para-publics et de certaines catégories de ménages, se sont situés à 139,5 milliards. Ces transferts ont été opérés notamment en faveur :

- de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (5,4 milliards) ;
- des Institutions nationales (15,8 milliards) ;
- des SODE, SEM et EPN (22,9 milliards) ;
- des ménages au titre des bourses des élèves et étudiants et au profit des handicapés (12,3 milliards) ;
- Fonds de réserves café cacao (23,6 milliards);
- Subvention à la marge SIR (6,6 milliards)
- du secteur électricité à travers le reversement de crédits de TVA au secteur (2,3 milliards).

3.4 Au titre de l'achat des biens et services

Les paiements effectués dans le cadre des achats de biens et services se sont chiffrés à 55 milliards. Ils concernent entre autres, les frais d'abonnement et de

consommation d'électricité (18,2 milliards), les loyers et charges locatives (8,2 milliards), les frais de transport et de missions (4,8 milliards) et les frais d'entretien et de maintenance (2,4 milliards).

3.5 Au titre des équipements collectifs et autres charges courantes de l'Etat

Les paiements effectués au titre des dépenses d'équipements collectifs et des autres charges courantes de l'Etat se situent à 39,4 milliards dont 25,7 milliards de remboursements de crédits de TVA et 3,7 milliard d'achat de carburant au profit des services de la défense et de la sécurité.

En marge des paiements effectués par les comptables au titre de la gestion courante, des efforts ont été fait par le Gouvernement pour apurer une partie des arriérés à hauteur de 42 milliards dont 26,5 milliards au profit des créanciers intérieurs.

Au total, les règlements effectués par les comptables se chiffrent globalement à 856,3 milliards dont 814,3 milliards au titre de la gestion courante et 42 milliards de réduction d'arriérés.

IV- REALISATION DES REPERES QUANTITATIFS BUDGETAIRES DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER

4.1 Repères indicatifs

Le tableau ci-dessous présente les repères quantitatifs budgétaires du programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit.

Tableau 7 : Evolution des repères quantitatifs budgétaires du Programme Economique et Financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC)

Données en milliards	fin mars	Fin juin		Fin septembre	Fin décembre
Repères indicatifs	Réalisation	Réalisation	Objectifs	Objectifs	Objectifs
Plancher sur les dépenses pro pauvres	189,9	496,1	403,0	676,9	980
Plafond sur la masse salariale de l'Etat	228,0	457,4	460,8	689,3	918,7

Source : DGBF

- **Plancher sur les dépenses pro-pauvres** : Le niveau d'exécution des dépenses pro pauvres à fin juin 2012, s'est établi à 496,1 milliards contre un niveau plancher de 403 milliards, soit un taux de réalisation de 123,1%. Ce résultat est lié à l'accélération des travaux de réhabilitation et d'équipement des universités en vue de leur réouverture prochaine, au bon rythme d'exécution des projets du programme présidentiel d'urgence ainsi qu'à un niveau de tirage plus élevé que prévu des dons projets.
- **Plafond sur la masse salariale** : l'exécution de la masse salariale s'est chiffrée à 457,4 milliards en deçà du plafond fixé à 460,8 milliards. La sous-consommation de 3,4 milliards est liée essentiellement au retard dans l'exécution des dossiers de glissement catégoriel des policiers.

CONCLUSION

L'exécution budgétaire au premier semestre 2012 a bénéficié d'un contexte économique et social favorable. Les performances enregistrées dans le recouvrement des ressources et la maîtrise des charges ont contribué à la mise en œuvre satisfaisante du programme économique et financier en cours.

Au regard de cette tendance et de l'environnement favorable induit par l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés, les objectifs annuels du programme devraient être atteints, avec la poursuite des efforts en matière de gestion budgétaire.

**Le Ministre de l'Economie
et des Finances**

DIBY KOFFI Charles

ANNEXE 1 :
CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin juin 2012)

16/08/2012

LIBELLE <i>(Données en milliards de francs CFA)</i>	Budget initial	Budget Programme	Fin juin		LIBELLE <i>(Données en milliards de francs CFA)</i>	Budget initial	Budget Programme	Fin juin	
			Objectif	Réalisation				Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES (I)	3 160,0	3 202,7	1 506,3	1 520,1	DEPENSES BUDGETAIRES (I)	3 160,0	3 202,7	1 406,9	1 398,3
Ressources intérieures	2 505,8	2 597,7	1 257,5	1 286,7	Dettes publiques	882,1	815,7	345,0	376,4
Recettes fiscales	1 853,8	1 934,3	935,0	1 014,4	Dettes intérieures	421,7	355,4	150,4	166,4
DGI	897,0	1 038,4	494,5	563,9	<i>Principal</i>	354,3	267,6	127,7	141,1
TRESOR	2,9	4,0	1,9	3,3	<i>Intérêts</i>	67,4	87,7	22,7	25,3
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	953,9	891,9	438,6	447,2	Dettes extérieures	460,4	460,4	194,6	210,1
Recettes non fiscales	52,0	88,4	17,5	55,2	<i>dont échéances restructurées et restructurables</i>				
Privatisation et vente d'actifs	3,0	6,9	0,0	0,5	<i>Principal</i>	310,0	310,0	133,9	141,4
Transfert des entreprises	0,7	0,7	0,1	0,1	<i>Intérêts</i>	150,3	150,3	60,7	68,7
Fonds d'investissement en milieu rural	10,0	10,0	0,0	0,0	Dépenses ordinaires	1 603,3	1 667,2	821,9	794,4
Autres recettes non fiscales	38,4	70,8	17,4	54,6	Personnel	918,7	940,4	460,9	457,6
Emprunts sur marchés monétaire et financier	600,0	575,0	305,0	217,1	<i>dont solde militaire</i>	129,1	129,1	64,5	64,5
Emprunts obligataires	160,0	120,0	60,0	71,9	<i>Salaire des Institutions Nationales</i>	39,7	39,7	19,8	19,6
Bons et obligations du Trésor	440,0	455,0	245,0	145,2	Abonnement	47,2	47,2	23,6	23,6
Ressources extérieures	654,2	605,0	248,8	233,4	Subventions et transferts	302,8	331,2	162,4	166,4
Ressources exceptionnelles	523,3	474,1	166,6	169,6	Autres dépenses de fonctionnement	334,5	348,4	175,1	146,8
<i>Échéances rééchelonnées et différées</i>	255,7	255,7	77,4	77,4	Dépenses de sortie de crise	54,4	63,4	29,2	28,7
<i>Échéances restructurables</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	Financement intérieur	44,4	53,4	19,2	18,1
<i>Annulation de dette</i>	59,6	64,3	41,1	41,1	Financement extérieur	10,0	10,0	10,0	10,6
<i>Appuis budgétaires</i>	166,0	154,1	48,1	51,1	Dépenses d'investissement	620,3	656,4	210,8	198,8
<i>FMI</i>	96,3	96,3	48,1	51,1	Financement intérieur	499,3	535,4	138,6	145,5
<i>Banque Mondiale</i>	69,7	25,0			<i>dont Grands travaux d'investissement</i>	22,0	22,0	5,5	5,5
<i>AFD</i>					<i>Investissement FIMR</i>	10,0	10,0	0,0	0,0
<i>BAD</i>					<i>Construction 3e pont</i>	8,0	8,0	8,0	8,0
<i>UE</i>		32,8			Financement extérieur	120,9	120,9	72,2	53,3
<i>UEMOA</i>					<i>Emprunts-projets</i>	78,7	78,7	47,2	24,1
<i>Financement à rechercher</i>	42,0				<i>Dons-projets</i>	42,2	42,2	25,0	29,2
Financement extérieur	130,9	130,9	82,2	63,8	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)			43,8	40,7
Emprunts-projets	78,7	78,7	47,2	24,7	TVA secteur électricité			25,7	25,7
Dons-projets	42,2	42,2	25,0	29,2	Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA			7,7	5,4
Dons-programme	10,0	10,0	10,0	10,0	Bonus de Signature affecté au secteur minier			6,6	2,3
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)			36,0	40,2	Reversement de bonus de signature au secteur minier			3,8	7,2
TVA secteur électricité			6,5	7,3	TOTAL GENERAL (I) + (II)	3 160,0	3 202,7	1 450,7	1 438,9
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA			25,7	25,7	GAP (-) ou EXCEDENT (+)	0,0	0,0	91,6	121,5
Bonus de Signature affecté au secteur minier			3,8	7,2	Total Accumulation (+)/Réduction (-) Arriérés				-42,0
					<i>Réduction arriérés fournisseurs</i>				-24,2
					<i>Réduction arriérés dette intérieure et extérieure</i>				-17,8

ANNEXE 2
EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES
(Etat de réalisation à fin Juin 2012)

<i>En milliards de FCFA</i>	FIN JUIN	
	Objectif	Réalisation
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (y/c compensations)	935,0	1 014,4
<u>DGI</u>	<u>494,5</u>	<u>563,9</u>
Impôts directs	273,5	334,6
BIC pétrole et gaz	58,5	64,9
- BIC pétrole	28,1	35,7
- BIC gaz	30,4	29,2
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	214,9	269,7
- BIC hors pétrole	75,7	105,9
- Impôt synthétique et AIRSI	5,4	5,9
Impôts sur revenus et salaires	111,7	126,4
- Impôts sur traitement et salaire	95,3	108,7
- Contribution employeur (hors FDFP)	16,4	17,7
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,1	0,3
Impôts fonciers	4,8	4,2
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	17,2	27,0
Impôts indirects	221,0	229,3
TVA (hors part secteur électricité)	88,9	89,9
TPS	15,6	16,2
Taxes sur boissons et tabacs	10,2	10,1
Droits d'enregistrement et de timbre	57,0	63,5
<i>dont enregistrement café cacao</i>	39,5	46,1
Patentes et Licences	4,6	4,8
Taxes d'exploitation pétrolière	12,0	15,3
Taxe d'exploitation du gaz	13,1	12,5
Taxes sur les télécommunications	6,2	7,5
Taxes sur le caoutchouc	5,5	7,3
Taxes sur le profit additionnel minier	6,2	0,0
Accises et autres taxes indirectes	1,7	2,2
<u>TRESOR</u>	<u>1,9</u>	<u>3,3</u>
Impôts directs	1,2	2,1
Impôts sur revenus et salaires	1,2	2,1
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0
Impôts indirects	0,7	1,2
RS 10%	0,0	0,0
Patentes et licences	0,0	0,0
Timbres et vignettes	0,7	1,2
Autres indirects	0,0	0,0
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>438,6</u>	<u>447,2</u>
Droits et taxes à l'importation	330,5	327,0
Taxes sur produits pétroliers	54,7	53,3
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	275,8	273,7
Taxes à l'exportation	108,1	120,3

ANNEXE 3:

EXECUTION BUDGETAIRE PAR GRANDES NATURES DE DEPENSES

(Situation à fin juin 2012)

Natures de Dépense (en F CFA)	Collectif (A)	Exécution SIGFiP		Avances non régularisées (D)	Opérations de Trésorerie (E)	Total Exécution (F) = (C) + (D) + (E)	Mandats mis en règlement (G)	Total paiement (H) = (D) + (E) + (G)
		Engagements (B)	Ordonnancements Mandats visés CF (C)					
		REMBOURSEMENT DE CAPITAL	574 122 541 735					
INTERETS ET FRAIS FINANCIERS	241 599 222 121	93 957 057 168	93 947 348 387		2 769 306	93 950 117 693	47 248 100 694	47 250 870 000
TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	830 290 952 363	312 538 765 855	306 944 413 516	26 234 329 750	58 443 684 618	391 622 427 884	54 789 173 246	139 467 187 614
DEPENSES DE PERSONNEL	940 411 946 115	462 232 130 030	457 585 725 107			457 585 725 107	457 585 725 107	457 585 725 107
<i>dont Traitements et salaires</i>	709 493 332 324	359 145 162 278	359 143 479 374			359 143 479 374	359 143 479 374	359 143 479 374
ACHATS DE BIENS ET SERVICES	366 747 281 808	141 707 749 841	125 145 705 957	13 949 819 661		139 095 525 618	41 060 747 108	55 010 566 769
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	223 432 710 816	39 401 586 847	31 201 877 917	62 035 501		31 263 913 418	3 842 676 244	3 904 711 745
AUTRES CHARGES COURANTES	26 099 347 299	13 526 603 650	13 526 603 650		29 400 000 000	42 926 603 650	6 093 206 825	35 493 206 825
<i>dont Remboursement de crédits de TVA</i>					25 700 000 000	25 700 000 000		25 700 000 000
TOTAL GENERAL	3 202 704 002 257	1 333 497 130 782	1 298 066 692 751	40 246 184 912	100 610 957 405	1 438 923 835 068	673 486 829 743	814 343 972 060
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	815 721 763 856	364 090 294 559	363 662 366 604		12 767 272 787	376 429 639 391	110 115 301 213	122 882 574 000
<i>Déficit CGRAE</i>	30 475 000 000	15 237 500 000	15 187 500 000		5 412 000 000	20 599 500 000		5 412 000 000
<i>Subventions et transferts</i>					40 171 600 000	40 171 600 000		40 171 600 000
<i>Reversement TVA au Secteur Electricité</i>					2 300 000 000	2 300 000 000		2 300 000 000
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>					25 700 000 000	25 700 000 000		25 700 000 000
<i>Reversement de bonus de signature au secteur minier</i>					7 240 000 000	7 240 000 000		7 240 000 000
<i>Dépenses investissements</i>					8 553 684 618	8 553 684 618		8 553 684 618

Source: SIGFiP-DGBF

ANNEXE 4 :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTEURS ET PAR FONCTIONS
(Situation à fin juin 2012)

Secteurs et fonctions (en F CFA)	Collectif	Exécution SIGFiP		Avances non régularisées	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement
		Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
		(A)	(B)					
Service de la dette publique	815 721 763 856	364 090 294 559	363 662 366 604		12 767 272 787	376 429 639 391	110 115 301 213	122 882 574 000
-Dette publique intérieure	355 365 289 595	166 377 556 162	166 377 556 162		1 404 840	166 378 961 002	47 679 925 160	47 681 330 000
-Dette publique extérieure	460 356 474 261	197 712 738 397	197 284 810 442		12 765 867 947	210 050 678 389	62 435 376 053	75 201 244 000
Services généraux des administrations publiques	604 035 169 886	184 995 293 315	180 860 555 406	12 841 285 334	31 495 861 448	225 197 702 188	119 307 417 688	163 644 564 470
Institutions	115 832 856 592	42 302 446 066	42 216 490 140	3 114 463 524		45 330 953 664	24 704 600 208	27 819 063 732
Services Généraux	488 202 313 294	142 692 847 249	138 644 065 266	9 726 821 810	31 495 861 448	179 866 748 524	94 602 817 480	135 825 500 738
dont Déficit CGRAE	30 475 000 000	15 237 500 000	15 187 500 000		5 412 000 000	20 599 500 000		5 412 000 000
Défense	189 781 273 025	112 444 235 450	111 028 354 698	16 507 663 047	3 700 000 000	131 236 017 745	84 872 696 129	105 080 359 176
Services Sociaux								
Services militaires	84 590 596 228	65 342 718 693	64 612 153 332	9 382 394 873		73 994 548 205	53 066 594 661	62 448 989 534
Services de gendarmerie	56 858 485 908	38 387 361 120	38 163 374 829	7 125 268 174		45 288 643 003	30 958 944 214	38 084 212 388
Autres Affaires Militaires	48 332 190 889	8 714 155 637	8 252 826 537		3 700 000 000	11 952 826 537	847 157 254	4 547 157 254
Ordre et Sécurité	133 868 531 067	41 438 047 764	40 433 366 591	1 580 018 885		42 013 385 476	17 653 534 402	19 233 553 287
Service de Police	95 273 629 657	29 723 304 979	29 205 492 016	1 265 562 205		30 471 054 221	12 726 945 018	13 992 507 223
Services judiciaires	30 158 679 999	9 668 735 976	9 400 270 138	314 456 680		9 714 726 818	3 902 946 327	4 217 403 007
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	8 436 221 411	2 046 006 809	1 827 604 437			1 827 604 437	1 023 643 057	1 023 643 057
Affaires Économiques	208 421 700 156	58 027 033 004	55 275 904 538	2 543 749 833	7 987 911 585	65 807 565 956	14 731 372 135	25 263 033 553
Activités Végétales et Halieutiques	127 588 979 613	27 675 738 349	26 087 936 292	136 302 600	7 987 911 585	34 212 150 477	5 900 972 391	14 025 186 576
Activités Minières et Énergétiques	11 355 519 954	5 866 165 129	5 694 127 771	95 429 000		5 789 556 771	184 296 692	279 725 692
Activités de transport et télécommunication	42 564 864 508	14 063 728 748	13 787 899 586	1 462 407 283		15 250 306 869	5 752 647 736	7 215 055 019
Activités Industrielles et autres Services	26 912 336 081	10 421 400 778	9 705 940 889	849 610 950		10 555 551 839	2 893 455 316	3 743 066 266
Protection de l'environnement	38 401 524 808	13 321 364 888	11 613 805 454	120 792 470		11 734 597 924	3 621 420 908	3 742 213 378
Logement et Equipements Collectifs	287 705 478 601	109 811 429 528	107 474 563 065	621 822 744	44 659 911 585	152 756 297 394	73 269 022 299	118 550 756 628
Santé	172 194 214 047	66 512 794 539	62 373 664 606	2 648 662 681		65 022 327 287	42 299 235 633	44 947 898 314
Loisirs, Culture et Culte	32 631 672 327	24 964 632 426	23 272 821 056	1 493 607 067		24 766 428 123	4 852 083 803	6 345 690 870
Enseignement, Formation et Recherche	669 729 872 350	334 074 309 263	319 280 095 856	1 689 478 416		320 969 574 272	201 640 420 895	203 329 899 311
Protection Sociale	50 212 802 134	23 817 696 046	22 791 194 877	199 104 435		22 990 299 312	1 124 324 638	1 323 429 073
TOTAL GENERAL	3 202 704 002 257	1 333 497 130 782	1 298 066 692 751	40 246 184 912	100 610 957 405	1 438 923 835 068	673 486 829 743	814 343 972 060
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	<i>815 721 763 856</i>	<i>364 090 294 559</i>	<i>363 662 366 604</i>		<i>12 767 272 787</i>	<i>376 429 639 391</i>	<i>110 115 301 213</i>	<i>122 882 574 000</i>
<i>Déficit CGRAE</i>	<i>30 475 000 000</i>	<i>15 237 500 000</i>	<i>15 187 500 000</i>		<i>5 412 000 000</i>	<i>20 599 500 000</i>		<i>5 412 000 000</i>
<i>Subventions et transferts</i>					<i>40 171 600 000</i>	<i>2 300 000 000</i>		<i>2 300 000 000</i>
<i>Reversement TVA au Secteur Electricité</i>					<i>2 300 000 000</i>	<i>25 700 000 000</i>		<i>25 700 000 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>					<i>25 700 000 000</i>	<i>7 240 000 000</i>		<i>7 240 000 000</i>
<i>Reversement de bonus de signature au secteur minier</i>					<i>7 240 000 000</i>	<i>8 553 684 618</i>		<i>8 553 684 618</i>
<i>Dépenses investissements</i>					<i>8 553 684 618</i>			

Source: SIGFiP-DGBF

ANNEXE 5 :

EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLEE PAR GRANDES NATURES DE DEPENSES
(Situation à fin juin 2012)

Natures de Dépense (en F CFA)	Collectif	Exécution SIGFIP		Avances non régularisées	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement
		Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
		(A)	(B)					
REMBOURSEMENT DE CAPITAL	574 122 541 735	270 133 237 391	269 715 018 217		12 764 503 481	282 479 521 698	62 867 200 519	75 631 704 000
Dette Intérieure	270 274 140 248	141 105 422 122	141 105 422 122		1 404 840	141 106 826 962	30 520 755 160	30 522 160 000
<i>BCEAO</i>	31 326 303 830	12 808 193 362	12 808 193 362			12 808 193 362		
<i>Banques commerciales</i>								
<i>Autres</i>	238 947 836 418	128 297 228 760	128 297 228 760		1 404 840	128 298 633 600	30 520 755 160	30 522 160 000
Dette Extérieure	303 848 401 487	129 027 815 269	128 609 596 095		12 763 098 641	142 170 334 404	32 346 445 359	45 109 544 000
<i>Multilatéraux</i>	58 779 612 536	34 892 326 141	34 474 106 967			34 474 106 967	21 396 445 359	21 396 445 359
<i>Bilatéraux</i>	209 672 652 842	74 527 044 265	74 527 044 265			74 527 044 265	10 090 000 000	10 090 000 000
<i>Autres</i>	35 396 136 109	19 608 444 863	19 608 444 863		12 763 098 641	32 371 543 504	860 000 000	13 623 098 641
INTERETS ET FRAIS FINANCIERS	241 599 222 121	93 957 057 168	93 947 348 387		2 769 306	93 950 117 693	47 248 100 694	47 250 870 000
Dette Intérieure	85 091 149 347	25 272 134 040	25 272 134 040			25 272 134 040	17 159 170 000	17 159 170 000
Dette Extérieure	156 508 072 774	68 684 923 128	68 675 214 347		2 769 306	68 677 983 653	30 088 930 694	30 091 700 000
TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	830 290 952 363	312 538 765 855	306 944 413 516	26 234 329 750	58 443 684 618	391 622 427 884	54 789 173 246	139 467 187 614
Transferts aux Communes	14 311 949 584	6 706 004 019	6 244 279 019			6 244 279 019	1 275 526 500	1 275 526 500
Transferts aux Conseils généraux	22 311 055 278	10 989 124 373	10 989 124 373			10 989 124 373	4 103 425 050	4 103 425 050
Transferts et Subventions aux EP et SPP (1)	195 619 901 261	112 493 040 072	111 742 789 494			111 742 789 494	22 865 407 646	22 865 407 646
Transferts d'équilibre- Pensions retraite	30 475 000 000	15 237 500 000	15 237 500 000		5 412 000 000	20 649 500 000		5 412 000 000
Transferts et subventions aux institutions nationales	101 760 608 877	43 412 722 889	43 348 466 179	4 696 014 224		48 044 480 403	11 121 970 087	15 817 984 311
Transferts aux représentations à l'Etranger	18 823 622 727	11 474 296 000	11 474 296 000	1 607 435 095		13 081 731 095	4 014 732 745	5 622 167 840
Transferts aux institutions et organisations à buts non lucratif	76 480 455 388	35 277 574 677	32 156 124 677			32 156 124 677	1 315 520 463	1 315 520 463
Transferts aux fonds autonomes (PNDDR etc...)	53 852 267 740	5 663 233 872	5 663 233 872			5 663 233 872	4 015 410 479	4 015 410 479
Transferts aux menages	25 406 499 504	12 555 807 604	12 479 042 604	9 211 140 428		21 690 183 032	3 090 809 537	12 301 949 965
Autres transferts et interventions	291 249 592 004	58 729 462 349	57 609 557 298	10 719 740 003	53 031 684 618	121 360 981 919	2 986 370 739	66 737 795 360
<i>dont Subvention FER, Marge SIR, Electricité</i>					34 372 000 000	34 372 000 000		34 372 000 000
<i>Reversement TVA au Secteur Electricité</i>					2 300 000 000	2 300 000 000		2 300 000 000

ANNEXE 5 (suite et fin) :

EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLEE PAR GRANDES NATURES DE DEPENSES
(Situation à fin juin 2012)

Natures de Dépense (en F CFA)	Collectif	Exécution SIGFIP		Avances non régularisées	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement
		Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
		(A)	(B)					
DEPENSES DE PERSONNEL	940 411 946 115	462 232 130 030	457 585 725 107			457 585 725 107	457 585 725 107	457 585 725 107
Administration Centrale	805 695 750 850	387 663 058 483	387 553 024 390			387 553 024 390	387 553 024 390	387 553 024 390
<i>Traitements et salaires</i>	709 493 332 324	359 145 162 278	359 143 479 374			359 143 479 374	359 143 479 374	359 143 479 374
<i>Indemnités</i>	22 557 862 022	6 915 339 794	6 915 339 794			6 915 339 794	6 915 339 794	6 915 339 794
<i>Cotisations Sociales (Part Patronale)</i>	70 342 688 189	20 749 794 802	20 749 794 802			20 749 794 802	20 749 794 802	20 749 794 802
<i>Autres</i>	3 301 868 315	852 761 609	744 410 420			744 410 420	744 410 420	744 410 420
Etablissements Publics et Sociétés à Participation Publique	70 080 830 884	38 776 370 830	34 240 000 000			34 240 000 000	34 240 000 000	34 240 000 000
Institutions	40 576 854 754	19 582 425 107	19 582 425 107			19 582 425 107	19 582 425 107	19 582 425 107
Autres	24 058 509 627	16 210 275 610	16 210 275 610			16 210 275 610	16 210 275 610	16 210 275 610
<i>-Ambassades</i>	15 112 482 896	13 183 000 000	13 183 000 000			13 183 000 000	13 183 000 000	13 183 000 000
<i>-Collectivités</i>	6 002 599 197	3 000 000 000	3 000 000 000			3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
<i>-Divers</i>	2 943 427 534	27 275 610	27 275 610			27 275 610	27 275 610	27 275 610
ACHATS DE BIENS ET SERVICES	366 747 281 808	141 707 749 841	125 145 705 957	13 949 819 661		139 095 525 618	41 060 747 108	55 010 566 769
<i>dont Achats de Fournitures</i>	48 552 989 169	13 031 796 169	4 517 520 111			4 517 520 111	2 083 141 241	2 083 141 241
<i>Dépenses d'entretien et de maintenance</i>	24 189 232 128	7 330 122 725	4 028 154 260			4 028 154 260	2 371 860 965	2 371 860 965
<i>Prestation de service</i>	66 319 906 554	10 177 586 280	8 501 759 990			8 501 759 990	1 187 665 919	1 187 665 919
<i>Assurances</i>	807 938 403	34 829 599	25 665 633			25 665 633	9 005 062	9 005 062
<i>Eau, Electricité, gaz, et autres sources d'énergie</i>	40 779 976 163	20 570 832 918	19 779 224 456			19 779 224 456	18 180 335 891	18 180 335 891
<i>Dépenses de communication</i>	9 506 276 523	4 343 512 913	3 988 221 150			3 988 221 150	45 668 351	45 668 351
<i>Loyers et charges locatives</i>	2 480 263 310	990 891 696	938 710 119	7 442 357 008		8 381 067 127	748 060 114	8 190 417 122
<i>Frais de transport et de mission</i>	16 337 713 396	5 643 995 472	5 582 802 982	3 233 177 844		8 815 980 826	1 541 775 730	4 774 953 574
<i>Autres achats de fournitures</i>	157 772 986 162	79 584 182 069	77 783 647 256	3 274 284 809		81 057 932 065	14 893 233 835	18 167 518 644
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	223 432 710 816	39 401 586 847	31 201 877 917	62 035 501		31 263 913 418	3 842 676 244	3 904 711 745
<i>Equipement et matériel mobiliers</i>	35 995 040 789	10 125 298 419	3 886 989 246			3 886 989 246	940 832 368	940 832 368
<i>Infrastructures routières</i>	75 131 042 317	16 784 609 599	16 623 183 495			16 623 183 495	1 729 312 491	1 729 312 491
<i>Batiments</i>	41 375 920 274	4 168 603 430	3 078 588 650	62 035 501		3 140 624 151	1 169 537 135	1 231 572 636
<i>Hydraulique et Electrification</i>	9 552 015 730	1 484 094 752	1 237 272 498			1 237 272 498		
<i>Autres</i>	61 378 691 706	6 838 980 647	6 375 844 028			6 375 844 028	2 994 250	2 994 250
<i>investissement FIMR</i>	10 000 000 000							
AUTRES CHARGES COURANTES	26 099 347 299	13 526 603 650	13 526 603 650		29 400 000 000	42 926 603 650	6 093 206 825	35 493 206 825
<i>dont carburant Armée</i>					3 700 000 000	3 700 000 000		3 700 000 000
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>					25 700 000 000	25 700 000 000		25 700 000 000
TOTAL GENERAL	3 202 704 002 257	1 333 497 130 782	1 298 066 692 751	40 246 184 912	100 610 957 405	1 438 923 835 068	673 486 829 743	814 343 972 060
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	815 721 763 856	364 090 294 559	363 662 366 604		12 767 272 787	376 429 639 391	110 115 301 213	122 882 574 000
<i>Déficit CGRAE</i>	30 475 000 000	15 237 500 000	15 187 500 000		5 412 000 000	20 599 500 000		5 412 000 000
<i>Subventions et transferts</i>					40 171 600 000	40 171 600 000		40 171 600 000
<i>Reversement TVA au Secteur Electricité</i>					2 300 000 000	2 300 000 000		2 300 000 000
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>					25 700 000 000	25 700 000 000		25 700 000 000
<i>Reversement de bonus de signature au secteur minier</i>					7 240 000 000	7 240 000 000		7 240 000 000
<i>Dépenses investissements</i>					8 553 684 618	8 553 684 618		8 553 684 618

Source: SIGFIP-DGBF

ANNEXE 6 :
EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLEE PAR SECTEURS ET PAR FONCTIONS
(Situation à fin juin 2012)

Secteurs et fonctions (en F CFA)	Collectif (A)	Exécution SIGFiP		Avances non régularisées (D)	Opérations de Trésorerie (E)	Total Exécution (F) = (C) + (D) + (E)	Mandats mis en règlement (G)	Total paiement (H) = (D) + (E) + (G)
		Engagements (B)	Ordonnancements Mandats visés CF (C)					
Service de la dette publique	815 721 763 856	364 090 294 559	363 662 366 604		12 767 272 787	376 429 639 391	110 115 301 213	122 882 574 000
-Dette publique intérieure	355 365 289 595	166 377 556 162	166 377 556 162		1 404 840	166 378 961 002	47 679 925 160	47 681 330 000
-Dette publique extérieure	460 356 474 261	197 712 738 397	197 284 810 442		12 765 867 947	210 050 678 389	62 435 376 053	75 201 244 000
Services généraux des administrations publiques	604 035 169 886	184 995 293 315	180 860 555 406	12 841 285 334	31 495 861 448	225 197 702 188	119 307 417 688	163 644 564 470
Institutions	115 832 856 592	42 302 446 066	42 216 490 140	3 114 463 524		45 330 953 664	24 704 600 208	27 819 063 732
-Organismes législatifs (Assemblée)	16 782 546 768	7 543 803 050	7 543 803 050			7 543 803 050	4 082 299 531	4 082 299 531
-Organes exécutifs (Présidence+ Primature)	84 078 248 120	28 767 916 795	28 767 916 795	332 627 300		29 100 544 095	17 851 779 171	18 184 406 471
-Autres institutions	14 972 061 704	5 990 726 221	5 904 770 295	2 781 836 224		8 686 606 519	2 770 521 506	5 552 357 730
Services Généraux	488 202 313 294	142 692 847 249	138 644 065 266	9 726 821 810	31 495 861 448	179 866 748 524	94 602 817 480	135 825 500 738
-Services Economiques et Financiers	124 116 813 079	92 615 676 614	90 288 511 217	4 693 487 337		94 981 998 554	69 812 489 380	74 505 976 717
-Autres Services	364 085 500 215	50 077 170 635	48 355 554 049	5 033 334 473	31 495 861 448	84 884 749 970	24 790 328 100	61 319 524 021
<i>dont Déficit CGRAE</i>	<i>30 475 000 000</i>	<i>15 237 500 000</i>	<i>15 187 500 000</i>		<i>5 412 000 000</i>	<i>20 599 500 000</i>		<i>5 412 000 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>					<i>25 700 000 000</i>	<i>25 700 000 000</i>		<i>25 700 000 000</i>
Défense	189 781 273 025	112 444 235 450	111 028 354 698	16 507 663 047	3 700 000 000	131 236 017 745	84 872 696 129	105 080 359 176
Services Sociaux								
Services militaires	84 590 596 228	65 342 718 693	64 612 153 332	9 382 394 873		73 994 548 205	53 066 594 661	62 448 989 534
Services de gendarmerie	56 858 485 908	38 387 361 120	38 163 374 829	7 125 268 174		45 288 643 003	30 958 944 214	38 084 212 388
Autres Affaires Militaires	48 332 190 889	8 714 155 637	8 252 826 537		3 700 000 000	11 952 826 537	847 157 254	4 547 157 254
<i>dont baux administratifs</i>	<i>7 246 800 000</i>	<i>4 193 779 499</i>	<i>4 193 779 499</i>			<i>4 193 779 499</i>		
Ordre et Sécurité	133 868 531 067	41 438 047 764	40 433 366 591	1 580 018 885		42 013 385 476	17 653 534 402	19 233 553 287
Service de Police	95 273 629 657	29 723 304 979	29 205 492 016	1 265 562 205		30 471 054 221	12 726 945 018	13 992 507 223
Services judiciaires	30 158 679 999	9 668 735 976	9 400 270 138	314 456 680		9 714 726 818	3 902 946 327	4 217 403 007
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	8 436 221 411	2 046 006 809	1 827 604 437			1 827 604 437	1 023 643 057	1 023 643 057
Affaires Économiques	208 421 700 156	58 027 033 004	55 275 904 538	2 543 749 833	7 987 911 585	65 807 565 956	14 731 372 135	25 263 033 553
Activités Végétales et Halieutiques	127 588 979 613	27 675 738 349	26 087 936 292	136 302 600	7 987 911 585	34 212 150 477	5 900 972 391	14 025 186 576
- Agriculture	119 899 978 289	25 018 087 117	24 144 108 989		7 987 911 585	<i>32 132 020 574</i>	<i>5 127 312 271</i>	<i>13 115 223 856</i>
- Elevage	7 689 001 324	2 657 651 232	1 943 827 303	136 302 600		<i>2 080 129 903</i>	<i>773 660 120</i>	<i>909 962 720</i>
Activités Minières et Énergétiques	11 355 519 954	5 866 165 129	5 694 127 771	95 429 000		5 789 556 771	184 296 692	279 725 692
Activités de transport et télécommunication	42 564 864 508	14 063 728 748	13 787 899 586	1 462 407 283		15 250 306 869	5 752 647 736	7 215 055 019
Activités Industrielles et autres Services	26 912 336 081	10 421 400 778	9 705 940 889	849 610 950		10 555 551 839	2 893 455 316	3 743 066 266
Protection de l'environnement	38 401 524 808	13 321 364 888	11 613 805 454	120 792 470		11 734 597 924	3 621 420 908	3 742 213 378
Lutte contre la pollution et Protection de l'environnement	32 569 406 521	11 158 347 984	10 275 699 993	120 792 470		10 396 492 463	3 341 357 586	3 462 150 056
Protection faune et flore	5 832 118 287	2 163 016 904	1 338 105 461			1 338 105 461	280 063 322	280 063 322
Logement et Equipements Collectifs	287 705 478 601	109 811 429 528	107 474 563 065	621 822 744	44 659 911 585	152 756 297 394	73 269 022 299	118 550 756 628
Alimentation en eau	19 362 206 972	2 147 890 374	1 816 914 514			1 816 914 514	257 366 281	257 366 281
Electrification	82 832 219 497	35 385 667 881	35 364 922 135		36 672 000 000	72 036 922 135	30 402 108 747	67 074 108 747
Infrastructures routières	124 029 473 661	44 837 030 053	44 002 090 935			44 002 090 935	34 130 144 095	34 130 144 095
Batiments administratifs et logements	15 385 493 956	3 936 771 188	3 849 091 985	621 822 744		4 470 914 729	3 568 313 849	4 190 136 593
Equipements des Collectivités Territoriales	10 206 424 000	5 103 212 000	4 641 487 000			4 641 487 000		
Autres	35 889 660 515	18 400 858 032	17 800 056 496		7 987 911 585	25 787 968 081	4 911 089 327	12 899 000 912

ANNEXE 6 (suite et fin) :
EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLEE PAR SECTEURS ET PAR FONCTIONS
(Situation à fin juin 2012)

Secteurs et fonctions (en F CFA)	Collectif	Exécution SIGFIP		Avances non régularisées	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement
		Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F) = (C) + (D) + (E)	(G)	(H) = (D) + (E) + (G)
Santé	172 194 214 047	66 512 794 539	62 373 664 606	2 648 662 681		65 022 327 287	42 299 235 633	44 947 898 314
Médicaments et matériels biomédicaux	15 648 616 239	6 699 623 435	4 875 985 196	240 704 405		5 116 689 601	1 095 193 302	1 335 897 707
Services de santé de base et secondaire	9 627 625 860	3 107 862 669	1 957 413 938	148 090 535		2 105 504 473	1 042 934 197	1 191 024 732
Formation Agents de santé	6 509 356 093	2 920 567 810	2 917 768 165	100 125 830		3 017 893 995	1 578 656 515	1 678 782 345
CHU, Centres de Santé Spécialisés	38 337 120 764	19 172 712 525	19 004 155 660	589 695 198		19 593 850 858	10 565 352 373	11 155 047 571
Autres affaires liées à la santé	102 071 495 091	34 612 028 100	33 618 341 647	1 570 046 713		35 188 388 360	28 017 099 246	29 587 145 959
<i>dont Solde Santé</i>	<i>43 689 125 732</i>	<i>19 230 740 048</i>	<i>19 230 740 048</i>			<i>19 230 740 048</i>	<i>19 230 740 048</i>	<i>19 230 740 048</i>
Loisirs, Culture et Culte	32 631 672 327	24 964 632 426	23 272 821 056	1 493 607 067		24 766 428 123	4 852 083 803	6 345 690 870
Affaires culturelles	7 322 815 984	3 085 413 260	2 915 784 936	102 500 000		3 018 284 936	359 015 703	461 515 703
Affaires Sportives	9 707 779 083	5 300 365 202	5 068 471 700	951 978 560		6 020 450 260	2 438 714 099	3 390 692 659
Communication	11 041 807 437	4 335 439 276	3 156 470 669	439 128 507		3 595 599 176	1 521 032 303	1 960 160 810
Autres	4 559 269 823	12 243 414 688	12 132 093 751			12 132 093 751	533 321 698	533 321 698
Enseignement, Formation et Recherche	669 729 872 350	334 074 309 263	319 280 095 856	1 689 478 416		320 969 574 272	201 640 420 895	203 329 899 311
Enseignement de base	409 182 509 531	187 411 458 216	183 680 395 272	1 206 960 052		184 887 355 324	122 721 360 532	123 928 320 584
Formation continue des adultes	10 318 534 700	243 493 077	22 163 559	30 436 441		52 600 000	1 005 693 596	1 036 130 037
Enseignement Secondaire	40 593 139 473	15 907 221 175	13 946 071 957	119 737 028		14 065 808 985	1 040 943 840	1 160 680 868
Enseignement Supérieur	107 187 086 628	83 687 600 802	75 917 553 688	110 432 524		76 027 986 212	55 960 234 726	56 070 667 250
Enseignement Technique et Professionnelle	55 757 112 508	19 953 270 307	19 296 546 383	100 200 000		19 396 746 383	15 713 198 233	15 813 398 233
Recherche	8 342 611 807	4 923 828 027	4 849 590 003	8 595 211		4 858 185 214	626 733 017	635 328 228
Autres	38 348 877 703	21 947 437 659	21 567 774 994	113 117 160		21 680 892 154	4 572 256 951	4 685 374 111
<i>dont transport des élèves et étudiants</i>	<i>9 900 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>			<i>2 475 000 000</i>		
Protection Sociale	50 212 802 134	23 817 696 046	22 791 194 877	199 104 435		22 990 299 312	1 124 324 638	1 323 429 073
Protection des enfants et handicapés	5 148 215 819	2 469 455 115	2 361 479 909	71 000 000		2 432 479 909	563 147 316	634 147 316
Lutte contre le Chômage et l'exclusion	4 592 413 532	1 552 200 673	1 191 223 130			1 191 223 130	484 802 520	484 802 520
Service civique et réinsertion	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000			2 500 000 000		
Pension de retraite	32 823 625 805	15 545 537 765	15 545 537 765			15 545 537 765		
Autres protection sociale	5 148 546 978	1 750 502 493	1 192 954 073	128 104 435		1 321 058 508	76 374 802	204 479 237
TOTAL GENERAL	3 202 704 002 257	1 333 497 130 782	1 298 066 692 751	40 246 184 912	100 610 957 405	1 438 923 835 068	673 486 829 743	814 343 972 060
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	<i>815 721 763 856</i>	<i>364 090 294 559</i>	<i>363 662 366 604</i>		<i>12 767 272 787</i>	<i>376 429 639 391</i>	<i>110 115 301 213</i>	<i>122 882 574 000</i>
<i>Déficit CGRAE</i>	<i>30 475 000 000</i>	<i>15 237 500 000</i>	<i>15 187 500 000</i>	<i>0</i>	<i>5 412 000 000</i>	<i>20 599 500 000</i>		<i>5 412 000 000</i>
<i>Subventions et transferts</i>					<i>40 171 600 000</i>	<i>40 171 600 000</i>		<i>40 171 600 000</i>
<i>Reversement TVA au Secteur Electricité</i>					<i>2 300 000 000</i>	<i>2 300 000 000</i>		<i>2 300 000 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>					<i>25 700 000 000</i>	<i>25 700 000 000</i>		<i>25 700 000 000</i>
<i>Reversement de bonus de signature au secteur minier</i>					<i>7 240 000 000</i>	<i>7 240 000 000</i>		<i>7 240 000 000</i>
<i>Dépenses investissements</i>					<i>8 553 684 618</i>	<i>8 553 684 618</i>		<i>8 553 684 618</i>

Source: SIGFIP-DGBF

ANNEXE 7 :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS
(Situation à fin juin 2012)

Ministères et Institutions (en F CFA)	Collectif	Exécution SIGFIP		Avances non régularisées	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement
		Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F) = (C) + (D) + (E)	(G)	(H) = (D) + (E) + (G)
01 REPRESENTATION NATIONALE	12 436 468 584	6 143 803 050	6 143 803 050			6 143 803 050	6 859 802 872	6 859 802 872
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	64 123 929 576	24 481 767 266	24 481 767 266	7 920 000		24 489 687 266	16 106 385 198	16 114 305 198
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	3 743 650 022	1 494 600 082	1 494 600 082			1 494 600 082	1 348 879 801	1 348 879 801
05 GRANDE CHANCELLERIE	578 319 215	369 123 881	369 123 881			369 123 881	338 134 654	338 134 654
06 PRIMATURE & SERVICE RATTACHES	35 412 803 573	22 145 073 971	22 142 077 471	324 707 300		22 466 784 771	9 245 917 168	9 570 624 468
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1 840 248 552	909 059 893	844 803 183			844 803 183	748 418 118	748 418 118
08 MEDIATURE	488 780 030	206 291 994	206 291 994			206 291 994	49 370 545	49 370 545
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	4 400 525 905	1 944 815 420	1 944 815 420			1 944 815 420	1 382 136 097	1 382 136 097
12 MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 445 442 674 994	468 884 643 737	467 493 852 654	12 611 179 691	56 698 957 405	536 803 989 750	148 519 923 846	217 830 060 942
<i>dont Service de la Dette Publique</i>	<i>815 721 763 856</i>	<i>364 090 294 559</i>	<i>363 662 366 604</i>		<i>12 767 272 787</i>	<i>376 429 639 391</i>	<i>110 115 301 213</i>	<i>122 882 574 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>					<i>2 300 000 000</i>			<i>2 300 000 000</i>
14 MINISTÈRE DES MINES, DU PÉTROLE ET DE L'ENERGIE	79 323 777 668	35 918 811 072	35 692 995 491	95 429 000	43 912 000 000	79 700 424 491	1 585 437 264	45 592 866 264
15 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	139 855 561 551	94 018 610 270	92 736 558 022	1 265 562 205		94 002 120 227	85 013 499 759	86 279 061 964
16 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE	11 887 114 086	5 046 270 284	4 984 090 117	2 951 312 173		7 935 402 290	3 462 001 786	6 413 313 959
17 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE LA JUSTICE	37 321 765 011	10 947 913 904	10 476 703 753	314 456 680		10 791 160 433	8 609 032 927	8 923 489 607
18 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	68 300 854 788	24 941 535 589	24 242 903 065			24 242 903 065	6 934 736 327	6 934 736 327
19 MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	19 788 640 913	5 799 085 532	5 621 011 791	621 822 744		6 242 834 535	4 836 197 126	5 458 019 870
20 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	7 199 727 439	6 448 884 705	6 243 951 267	394 197 500		6 638 148 767	1 045 458 831	1 439 656 331
21 MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	149 524 430 225	54 420 725 090	52 407 880 791			52 407 880 791	8 401 306 284	8 401 306 284
22 MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE	453 946 477 783	192 912 213 677	186 852 403 039	1 220 250 681		188 072 653 720	154 165 146 644	155 385 397 325
24 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	131 324 184 744	64 413 704 372	57 732 657 502	2 648 662 681		60 381 320 183	40 755 693 356	43 404 356 037
25 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	62 635 932 407	34 119 923 525	33 903 332 127	3 603 691 820		37 507 023 947	23 939 161 009	27 542 852 829
26 MINISTÈRE DÉLÉGUÉ À LA DÉFENSE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE	170 674 104 682	89 454 383 094	87 958 652 928	9 368 848 047		97 327 500 975	84 225 386 175	93 594 234 222
27 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	10 486 122 094	4 170 418 250	2 983 887 174	439 128 507		3 423 015 681	1 674 652 121	2 113 780 628
28 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	13 799 870 233	6 076 591 246	5 810 989 450	120 792 470		5 931 781 920	5 769 287 261	5 890 079 731
29 MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	11 981 933 486	6 675 477 586	6 527 165 781	951 978 560		7 479 144 341	4 648 849 674	5 600 828 234
31 MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	4 338 713 276	1 931 640 346	1 111 064 113			1 111 064 113	65 225 465	65 225 465

ANNEXE 7 (suite et fin) :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS
 (Situation à fin juin 2012)

Ministères et Institutions (en F CFA)	Collectif (A)	Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (D)	Opérations de Trésorerie (E)	Total Exécution (F) = (C) + (D) + (E)	Mandats mis en règlement (G)	Total paiement (H) = (D) + (E) + (G)
		Engagements (B)	Ordonnancements Mandats visés CF (C)					
33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	129 260 732 986	99 641 405 349	91 745 501 789	119 027 735		91 864 529 524	21 329 359 113	21 448 386 848
34 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	41 605 956 378	21 202 583 672	20 513 995 172	350 200 000		20 864 195 172	12 174 712 590	12 524 912 590
35 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	6 618 945 515	2 837 647 197	2 706 289 231	102 500 000		2 808 789 231	1 724 796 631	1 827 296 631
37 MINISTÈRE DU COMMERCE	5 814 950 150	2 447 186 642	2 307 327 888	185 727 000		2 493 054 888	1 327 642 988	1 513 369 988
38 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE	7 589 377 137	2 529 023 797	2 183 918 459	105 271 500		2 289 189 959	907 037 316	1 012 308 816
39 MINISTÈRE DU TOURISME	5 173 954 488	2 273 345 449	2 155 635 117	558 612 450		2 714 247 567	687 799 470	1 246 411 920
40 MINISTÈRE DES TRANSPORTS	8 499 563 783	3 228 922 486	3 160 835 770	709 611 600		3 870 447 370	1 682 130 538	2 391 742 138
42 MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	11 491 919 196	5 405 686 003	4 979 262 172	71 000 000		5 050 262 172	4 784 479 851	4 855 479 851
45 MINISTÈRE CHARGÉ DES EX-COMBATTANTS ET DES VICTIMES DE GUERRE	1 521 418 992	674 060 164	402 008 385			402 008 385	186 909 356	186 909 356
47 COUR SUPREME	5 728 607 809	2 348 423 753	2 348 423 753			2 348 423 753	2 163 177 703	2 163 177 703
48 MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	3 151 644 260	1 546 099 795	1 412 171 961	752 795 683		2 164 967 644	50 869 598	803 665 281
51 MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	7 592 989 310	2 599 124 624	1 885 300 695	136 302 600		2 021 603 295	1 650 708 876	1 787 011 476
56 MINISTÈRE CHARGÉ DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES	2 105 723 986	1 087 558 790	1 050 201 515			1 050 201 515	877 575 874	877 575 874
60 MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	1 287 875 441	288 980 461	251 832 322	87 091 850		338 924 172	131 714 105	218 805 955
64 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET SERVICE CIVIQUE	6 019 920 525	3 940 591 167	3 743 297 529			3 743 297 529	682 955 176	682 955 176
65 MINISTÈRE DE L'ARTISANAT ET DE LA PROMOTION PME	3 088 848 402	1 267 324 448	1 200 152 759			1 200 152 759	553 306 357	553 306 357
68 PARQUET GENERAL	532 148 383	250 657 028	250 657 028			250 657 028	250 657 028	250 657 028
72 MINISTÈRE DE LA SALUBRITÉ URBAINE	6 204 373 399	2 601 552 209	2 439 405 978	128 104 435		2 567 510 413	1 049 759 084	1 177 863 519
73 MINISTÈRE DE LA PROMOTION DU LOGEMENT	2 495 191 041	869 217 687	812 252 519			812 252 519	762 581 378	762 581 378
74 MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITÉ	6 063 250 239	12 582 372 225	12 110 841 298			12 110 841 298	778 616 403	778 616 403
TOTAL GENERAL	3 202 704 002 257	1 333 497 130 782	1 298 066 692 751	40 246 184 912	100 610 957 405	1 438 923 835 068	673 486 829 743	814 343 972 060
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	<i>815 721 763 856</i>	<i>364 090 294 559</i>	<i>363 662 366 604</i>		<i>12 767 272 787</i>	<i>376 429 639 391</i>	<i>110 115 301 213</i>	<i>122 882 574 000</i>
<i>Déficit CGRAE</i>	<i>30 475 000 000</i>	<i>15 237 500 000</i>	<i>15 187 500 000</i>		<i>5 412 000 000</i>	<i>20 599 500 000</i>		<i>5 412 000 000</i>
<i>Subventions et transferts</i>					<i>40 171 600 000</i>	<i>40 171 600 000</i>		<i>40 171 600 000</i>
<i>Reversement TVA au Secteur Electricité</i>					<i>2 300 000 000</i>	<i>2 300 000 000</i>		<i>2 300 000 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>					<i>25 700 000 000</i>	<i>25 700 000 000</i>		<i>25 700 000 000</i>
<i>Reversement de bonus de signature au secteur minier</i>					<i>7 240 000 000</i>	<i>7 240 000 000</i>		<i>7 240 000 000</i>
<i>Dépenses investissements</i>					<i>8 553 684 618</i>	<i>8 553 684 618</i>		<i>8 553 684 618</i>

Source: SIGFIP-DGBF

ANNEXE 8 :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
(Situation à fin juin 2012)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Collectif	Exécution SIGFIP		Avances non régularisées	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement
		Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
		(A)	(B)					
01 REPRESENTATION NATIONALE	12 436 468 584	6 143 803 050	6 143 803 050			6 143 803 050	6 859 802 872	6 859 802 872
Equipements collectifs								
Transferts et interventions de l'Etat	613 587 586	55 980 356	55 980 356			55 980 356	27 990 178	27 990 178
Dépenses de personnel	11 004 371 400	5 519 792 694	5 519 792 694			5 519 792 694	5 519 792 694	5 519 792 694
Achats de biens et services	91 726 981	0	0					
Autres charges courantes	726 782 617	568 030 000	568 030 000			568 030 000	1 312 020 000	1 312 020 000
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	64 123 929 576	24 481 767 266	24 481 767 266	7 920 000		24 489 687 266	16 106 385 198	16 114 305 198
Equipements collectifs	12 641 663 820	3 000 000 000	3 000 000 000			3 000 000 000		
Transferts et interventions de l'Etat	27 041 756 354	12 234 303 372	12 234 303 372	5 981 334		12 240 284 706	7 863 625 431	7 869 606 765
Dépenses de personnel	14 452 006 182	6 453 644 230	6 453 644 230			6 453 644 230	6 453 644 230	6 453 644 230
Achats de biens et services	9 058 415 585	2 659 109 681	2 659 109 681	1 938 666		2 661 048 347	1 766 400 000	1 768 338 666
Autres charges courantes	930 087 635	134 709 983	134 709 983			134 709 983	22 715 537	22 715 537
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	3 743 650 022	1 494 600 082	1 494 600 082			1 494 600 082	1 348 879 801	1 348 879 801
Equipements collectifs								
Transferts et interventions de l'Etat	971 468 537	145 720 281	145 720 281			145 720 281		
Dépenses de personnel	2 689 154 309	1 348 879 801	1 348 879 801			1 348 879 801	1 348 879 801	1 348 879 801
Achats de biens et services	83 027 176	0	0					
Autres charges courantes								
05 GRANDE CHANCELLERIE	578 319 215	369 123 881	369 123 881			369 123 881	338 134 654	338 134 654
Equipements collectifs								
Transferts et interventions de l'Etat	206 594 848	200 967 681	200 967 681			200 967 681	169 978 454	169 978 454
Dépenses de personnel	357 616 960	168 156 200	168 156 200			168 156 200	168 156 200	168 156 200
Achats de biens et services	14 107 407	0	0					
Autres charges courantes								
06 PRIMATURE & SERVICE RATTACHES	35 412 803 573	22 145 073 971	22 142 077 471	324 707 300		22 466 784 771	9 245 917 168	9 570 624 468
Equipements collectifs		0	0					
Transferts et interventions de l'Etat	7 774 617 671	3 835 046 387	3 835 046 387	245 225 100		4 080 271 487	2 356 957 709	2 602 182 809
Dépenses de personnel	11 129 791 949	5 466 549 199	5 466 549 199			5 466 549 199	5 466 549 199	5 466 549 199
Achats de biens et services	15 695 522 623	12 114 660 672	12 111 664 172	79 482 200		12 191 146 372	1 412 615 260	1 492 097 460
Autres charges courantes	812 871 330	728 817 713	728 817 713			728 817 713	9 795 000	9 795 000
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1 840 248 552	909 059 893	844 803 183			844 803 183	748 418 118	748 418 118
Equipements collectifs								
Transferts et interventions de l'Etat	819 768 262	407 459 893	343 203 183			343 203 183	246 818 118	246 818 118
Dépenses de personnel	1 000 000 000	501 600 000	501 600 000			501 600 000	501 600 000	501 600 000
Achats de biens et services	20 480 290	0	0					
Autres charges courantes								

ANNEXE 8 (suite) :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
(Situation à fin juin 2012)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Exécution SIGFiP			Avances non régularisées (D)	Opérations de Trésorerie (E)	Total Exécution (F) = (C) + (D) + (E)	Mandats mis en règlement (G)	Total paiement (H) = (D) + (E) + (G)
	Collectif	Engagements	Ordonnements Mandats visés CF					
	(A)	(B)	(C)					
08 MEDIATURE	488 780 030	206 291 994	206 291 994			206 291 994	49 370 545	49 370 545
Equipements collectifs								
Transferts et interventions de l'Etat	378 645 641	163 655 994	163 655 994			163 655 994	6 734 545	6 734 545
Dépenses de personnel	85 000 000	42 636 000	42 636 000			42 636 000	42 636 000	42 636 000
Achats de biens et services	25 134 389	0	0					
Autres charges courantes								
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	4 400 525 905	1 944 815 420	1 944 815 420			1 944 815 420	1 382 136 097	1 382 136 097
Equipements collectifs								
Transferts et interventions de l'Etat	1 030 717 291	515 358 646	515 358 646			515 358 646	257 679 323	257 679 323
Dépenses de personnel	1 852 984 000	929 456 774	929 456 774			929 456 774	929 456 774	929 456 774
Achats de biens et services	516 824 614	0	0					
Autres charges courantes	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000			500 000 000	195 000 000	195 000 000
12 MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 445 442 674 994	468 884 643 737	467 493 852 654	12 611 179 691	56 698 957 405	536 803 989 750	148 519 923 846	217 830 060 942
Dettes Publiques	815 721 763 856	364 090 294 559	363 662 366 604		12 767 272 787	376 429 639 391	110 115 301 213	122 882 574 000
Equipements collectifs	50 199 070 086	4 639 441 043	4 057 946 941			4 057 946 941	145 936 838	145 936 838
Transferts et interventions de l'Etat	428 898 591 700	59 878 022 465	58 965 616 765	10 174 340 162	14 531 684 618	83 671 641 545	6 815 928 768	31 521 953 548
Dépenses de personnel	41 727 457 621	14 081 453 760	10 372 166 715			10 372 166 715	10 372 166 715	10 372 166 715
Achats de biens et services	105 907 634 496	24 142 135 344	28 382 459 063	2 436 839 529		30 819 298 591	20 120 564 761	22 557 404 290
Autres charges courantes	2 988 157 235	2 053 296 566	2 053 296 566		29 400 000 000	31 453 296 566	950 025 551	30 350 025 551
14 MINISTÈRE DES MINES, DU PÉTROLE ET DE L'ENERGIE	79 323 777 668	35 918 811 072	35 692 995 491	95 429 000	43 912 000 000	79 700 424 491	1 585 437 264	45 592 866 264
Equipements collectifs	1 016 606 546	275 684 372	133 033 895			133 033 895	15 984 123	15 984 123
Transferts et interventions de l'Etat	75 751 600 000	34 215 200 000	34 215 200 000	72 069 787	43 912 000 000	78 199 269 787	534 720 000	44 518 789 787
Dépenses de personnel	1 637 249 591	997 340 484	997 340 484			997 340 484	997 340 484	997 340 484
Achats de biens et services	864 089 531	420 896 216	337 731 112	23 359 213		361 090 325	29 640 657	52 999 870
Autres charges courantes	54 232 000	9 690 000	9 690 000			9 690 000	7 752 000	7 752 000
15 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	139 855 561 551	94 018 610 270	92 736 558 022	1 265 562 205		94 002 120 227	85 013 499 759	86 279 061 964
Equipements collectifs	6 003 899 399	877 398 733	309 862 802			309 862 802	22 369 146	22 369 146
Transferts et interventions de l'Etat	18 394 357 094	6 667 781 136	6 667 781 136	955 776 535		7 623 557 671	48 513 744	1 004 290 279
Dépenses de personnel	102 926 779 979	82 624 274 081	82 624 274 081			82 624 274 081	82 624 274 081	82 624 274 081
Achats de biens et services	10 284 569 981	1 618 073 385	903 557 068	309 785 670		1 213 342 738	215 942 788	525 728 458
Autres charges courantes	2 245 955 098	2 231 082 935	2 231 082 935			2 231 082 935	2 102 400 000	2 102 400 000

ANNEXE 8 (suite) :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
(Situation à fin juin 2012)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Collectif	Exécution SIGFIP		Avances non régularisées	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement
		Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
		(A)	(B)					
16 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE	11 887 114 086	5 046 270 284	4 984 090 117	2 951 312 173		7 935 402 290	3 462 001 786	6 413 313 959
Equipements collectifs	592 668 203	169 946 659	148 711 582			148 711 582		
Transferts et interventions de l'Etat	754 100 394	330 177 000	330 177 000	2 228 886 824		2 559 063 824	167 229 523	2 396 116 347
Dépenses de personnel	7 442 959 254	3 043 553 459	3 043 553 459			3 043 553 459	3 043 553 459	3 043 553 459
Achats de biens et services	1 677 386 235	792 593 166	751 648 076	722 425 349		1 474 073 425	251 218 804	973 644 153
Autres charges courantes	1 420 000 000	710 000 000	710 000 000			710 000 000		
17 MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DE LA JUSTICE	37 321 765 011	10 947 913 904	10 476 703 753	314 456 680		10 791 160 433	8 609 032 927	8 923 489 607
Equipements collectifs	11 593 557 167	1 952 654 487	1 786 687 821			1 786 687 821	1 012 152 533	1 012 152 533
Transferts et interventions de l'Etat	1 146 845 987	493 230 693	493 230 693	237 483 638		730 714 331	32 700 000	270 183 638
Dépenses de personnel	18 973 275 787	7 104 612 386	7 082 913 170			7 082 913 170	7 082 913 170	7 082 913 170
Achats de biens et services	5 212 571 368	1 281 300 769	997 756 500	76 973 042		1 074 729 542	434 299 224	511 272 266
Autres charges courantes	395 514 702	116 115 569	116 115 569			116 115 569	46 968 000	46 968 000
18 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	68 300 854 788	24 941 535 589	24 242 903 065			24 242 903 065	6 934 736 327	6 934 736 327
Equipements collectifs	2 962 979 618	197 392 650	62 027 248			62 027 248	20 478 039	20 478 039
Transferts et interventions de l'Etat	45 107 149 901	15 522 415 228	15 522 415 228			15 522 415 228	3 815 466 540	3 815 466 540
Dépenses de personnel	5 862 491 723	2 515 914 534	2 515 914 534			2 515 914 534	2 515 914 534	2 515 914 534
Achats de biens et services	12 441 127 237	5 712 514 758	5 149 247 636			5 149 247 636	447 683 243	447 683 243
Autres charges courantes	1 927 106 309	993 298 419	993 298 419			993 298 419	135 193 971	135 193 971
19 MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	19 788 640 913	5 799 085 532	5 621 011 791	621 822 744		6 242 834 535	4 836 197 126	5 458 019 870
Equipements collectifs	1 567 343 153	283 776 031	190 729 369			190 729 369	1 199 999	1 199 999
Transferts et interventions de l'Etat	2 055 381 687	430 633 843	430 633 843	469 612 308		900 246 151	35 000 000	504 612 308
Dépenses de personnel	2 599 207 690	1 074 459 403	1 074 459 403			1 074 459 403	1 074 459 403	1 074 459 403
Achats de biens et services	13 404 989 582	3 992 348 588	3 907 321 509	152 210 436		4 059 531 945	3 722 427 724	3 874 638 160
Autres charges courantes	161 718 801	17 867 667	17 867 667			17 867 667	3 110 000	3 110 000
20 MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	7 199 727 439	6 448 884 705	6 243 951 267	394 197 500		6 638 148 767	1 045 458 831	1 439 656 331
Equipements collectifs	793 496 917	118 767 733	33 347 358			33 347 358		
Transferts et interventions de l'Etat	1 056 204 154	4 953 666 869	4 953 666 869	297 705 414		5 251 372 283	289 350 000	587 055 414
Dépenses de personnel	1 200 756 276	556 358 009	556 358 009			556 358 009	556 358 009	556 358 009
Achats de biens et services	3 644 779 775	531 321 094	411 808 031	96 492 086		508 300 117	171 034 822	267 526 908
Autres charges courantes	504 490 317	288 771 000	288 771 000			288 771 000	28 716 000	28 716 000
21 MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES	149 524 430 225	54 420 725 090	52 407 880 791			52 407 880 791	8 401 306 284	8 401 306 284
Equipements collectifs	84 190 886 511	18 734 829 628	17 978 465 067			17 978 465 067	1 761 712 480	1 761 712 480
Transferts et interventions de l'Etat	33 973 908 478	21 901 339 653	21 439 614 653			21 439 614 653	4 722 743 548	4 722 743 548
Dépenses de personnel	1 735 495 706	656 112 489	656 112 489			656 112 489	656 112 489	656 112 489
Achats de biens et services	28 337 078 854	12 970 443 320	12 175 688 582			12 175 688 582	1 260 737 767	1 260 737 767
Autres charges courantes	1 287 060 676	158 000 000	158 000 000			158 000 000		

ANNEXE 8 (suite) :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
(Situation à fin juin 2012)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Collectif	Exécution SIGFIP		Avances non régularisées	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement
		Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
		(A)	(B)					
22 MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE	453 946 477 783	192 912 213 677	186 852 403 039	1 220 250 681		188 072 653 720	154 165 146 644	155 385 397 325
Equipements collectifs	14 431 451 916	2 178 574 426	940 227 676			940 227 676	63 369 603	63 369 603
Transferts et interventions de l'Etat	35 593 862 611	32 937 804 546	32 937 804 546	921 556 415		33 859 360 961	4 246 951 000	5 168 507 415
Dépenses de personnel	378 736 676 332	148 104 402 218	148 025 137 847			148 025 137 847	148 025 137 847	148 025 137 847
Achats de biens et services	24 982 251 951	9 652 376 302	4 910 176 785	298 694 266		5 208 871 051	1 824 348 194	2 123 042 460
Autres charges courantes	202 234 973	39 056 185	39 056 185			39 056 185	5 340 000	5 340 000
24 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	131 324 184 744	64 413 704 372	57 732 657 502	2 648 662 681		60 381 320 183	40 755 693 356	43 404 356 037
Equipements collectifs	8 551 714 462	1 465 956 550	694 066 182			694 066 182	349 710 800	349 710 800
Transferts et interventions de l'Etat	17 049 442 694	7 441 181 012	7 441 181 012	2 000 320 198		9 441 501 210	3 737 567 079	5 737 887 277
Dépenses de personnel	59 842 415 432	27 321 482 873	31 000 000 000			31 000 000 000	31 000 000 000	31 000 000 000
Achats de biens et services	42 060 884 346	26 136 357 654	16 548 684 025	648 342 483		17 197 026 507	4 603 212 330	5 251 554 813
Autres charges courantes	3 819 727 810	2 048 726 283	2 048 726 283			2 048 726 283	1 065 203 147	1 065 203 147
25 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	62 635 932 407	34 119 923 525	33 903 332 127	3 603 691 820		37 507 023 947	23 939 161 009	27 542 852 829
Equipements collectifs	1 210 132 128	318 768 175	176 146 985			176 146 985		
Transferts et interventions de l'Etat	28 740 165 536	17 271 787 397	17 271 787 397	2 721 576 283		19 993 363 680	7 998 043 224	10 719 619 507
Dépenses de personnel	30 397 190 352	14 958 637 520	14 958 637 520			14 958 637 520	14 958 637 520	14 958 637 520
Achats de biens et services	2 258 444 391	1 570 730 433	1 496 760 225	882 115 537		2 378 875 762	982 480 265	1 864 595 802
Autres charges courantes	30 000 000	0	0					
26 MINISTÈRE DÉLÉGUÉ À LA DÉFENSE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE	170 674 104 682	89 454 383 094	87 958 652 928	9 368 848 047		97 327 500 975	84 225 386 175	93 594 234 222
Equipements collectifs	8 548 386 103	648 127 582	307 235 969	62 035 501		369 271 470	33 320 566	95 356 067
Transferts et interventions de l'Etat	1 747 709 512	386 400 000	386 400 000	1 354 692 432		1 741 092 432	384 900 000	1 739 592 432
Dépenses de personnel	132 127 141 993	83 806 511 609	83 806 511 609			83 806 511 609	83 806 511 609	83 806 511 609
Achats de biens et services	24 832 730 494	3 054 441 509	1 899 602 956	7 952 120 114		9 851 723 070	654 000	7 952 774 114
Autres charges courantes	3 418 136 580	1 558 902 394	1 558 902 394			1 558 902 394		
27 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	10 486 122 094	4 170 418 250	2 983 887 174	439 128 507		3 423 015 681	1 674 652 121	2 113 780 628
Equipements collectifs	2 124 563 953	982 830 432	10 650 002			10 650 002	6 275 580	6 275 580
Transferts et interventions de l'Etat	2 010 449 967	994 284 373	994 284 373	331 638 162		1 325 922 535	573 176 700	904 814 862
Dépenses de personnel	2 459 526 140	605 581 517	605 581 517			605 581 517	605 581 517	605 581 517
Achats de biens et services	3 812 319 870	1 587 721 928	1 373 371 282	107 490 345		1 480 861 627	489 618 324	597 108 669
Autres charges courantes	79 262 164	0	0					
28 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	13 799 870 233	6 076 591 246	5 810 989 450	120 792 470		5 931 781 920	5 769 287 261	5 890 079 731
Equipements collectifs	338 773 880	68 494 602	16 016 973			16 016 973	8 218 653	8 218 653
Transferts et interventions de l'Etat	1 013 072 192	620 237 083	460 726 176	91 224 760		551 950 936	460 726 176	551 950 936
Dépenses de personnel	10 285 533 676	4 983 993 775	4 983 993 775			4 983 993 775	4 983 993 775	4 983 993 775
Achats de biens et services	1 890 395 085	385 223 105	331 609 845	29 567 710		361 177 555	308 891 976	338 459 686
Autres charges courantes	272 095 400	18 642 681	18 642 681			18 642 681	7 456 681	7 456 681

ANNEXE 8 (suite) :

**EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
(Situation à fin juin 2012)**

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Collectif	Exécution SIGFIP		Avances non régularisées	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement
		Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
		(A)	(B)					
29 MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	11 981 933 486	6 675 477 586	6 527 165 781	951 978 560		7 479 144 341	4 648 849 674	5 600 828 234
Equipements collectifs	277 525 020	155 074 459	70 707 727			70 707 727	10 777 499	10 777 499
Transferts et interventions de l'Etat	4 727 587 628	3 085 819 678	3 057 819 678	718 952 230		3 776 771 908	1 499 802 331	2 218 754 561
Dépenses de personnel	4 703 779 026	2 551 383 734	2 551 383 734			2 551 383 734	2 551 383 734	2 551 383 734
Achats de biens et services	2 173 041 812	883 199 715	847 254 642	233 026 330		1 080 280 972	586 886 110	819 912 440
Autres charges courantes	100 000 000	0	0					
31 MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	4 338 713 276	1 931 640 346	1 111 064 113			1 111 064 113	65 225 465	65 225 465
Equipements collectifs	655 122 907	169 748 341	55 634 909			55 634 909	21 500 000	21 500 000
Transferts et interventions de l'Etat	1 874 000 000	1 542 270 000	912 270 000			912 270 000		
Dépenses de personnel	32 640 000	14 013 690	14 013 690			14 013 690	14 013 690	14 013 690
Achats de biens et services	1 016 950 369	205 608 315	129 145 514			129 145 514	29 711 775	29 711 775
Autres charges courantes	760 000 000	0	0					
33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	129 260 732 986	99 641 405 349	91 745 501 789	119 027 735		91 864 529 524	21 329 359 113	21 448 386 848
Equipements collectifs	727 013 026	175 925 634	117 321 956			117 321 956	4 800 000	4 800 000
Transferts et interventions de l'Etat	60 961 474 960	60 486 395 130	57 365 445 130	89 891 999		57 455 337 129	4 977 021 813	5 066 913 812
Dépenses de personnel	41 355 612 829	20 318 629 801	15 803 958 187			15 803 958 187	15 803 958 187	15 803 958 187
Achats de biens et services	26 180 672 171	18 660 454 784	18 458 776 516	29 135 736		18 487 912 252	543 579 113	572 714 849
Autres charges courantes	35 960 000	0	0					
34 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	41 605 956 378	21 202 583 672	20 513 995 172	350 200 000		20 864 195 172	12 174 712 590	12 524 912 590
Equipements collectifs	2 758 496 601	442 813 823	212 577 038			212 577 038	104 804 977	104 804 977
Transferts et interventions de l'Etat	9 817 321 917	7 357 896 694	7 357 896 694	264 477 670		7 622 374 364	201 557 847	466 035 517
Dépenses de personnel	22 744 975 231	11 192 458 787	11 192 458 787			11 192 458 787	11 192 458 787	11 192 458 787
Achats de biens et services	6 119 655 646	2 188 663 766	1 730 312 051	85 722 330		1 816 034 381	671 134 892	756 857 222
Autres charges courantes	165 506 983	20 750 602	20 750 602			20 750 602	4 756 087	4 756 087
35 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	6 618 945 515	2 837 647 197	2 706 289 231	102 500 000		2 808 789 231	1 724 796 631	1 827 296 631
Equipements collectifs	959 101 431	214 066 551	132 213 660			132 213 660	30 130 430	30 130 430
Transferts et interventions de l'Etat	999 061 000	462 726 704	462 726 704	77 409 940		540 136 644	36 222 250	113 632 190
Dépenses de personnel	2 899 399 124	1 601 242 504	1 601 242 504			1 601 242 504	1 601 242 504	1 601 242 504
Achats de biens et services	1 749 953 460	554 695 717	505 190 642	25 090 060		530 280 702	56 187 447	81 277 507
Autres charges courantes	11 430 500	4 915 721	4 915 721			4 915 721	1 014 000	1 014 000
37 MINISTÈRE DU COMMERCE	5 814 950 150	2 447 186 642	2 307 327 888	185 727 000		2 493 054 888	1 327 642 988	1 513 369 988
Equipements collectifs	443 215 891	89 747 246	22 721 265			22 721 265	6 344 275	6 344 275
Transferts et interventions de l'Etat	2 042 494 609	1 071 506 680	1 071 506 680	140 264 546		1 211 771 226	526 688 672	666 953 218
Dépenses de personnel	1 705 090 826	740 220 746	740 220 746			740 220 746	740 220 746	740 220 746
Achats de biens et services	1 622 708 824	544 271 974	471 439 201	45 462 454		516 901 655	54 389 295	99 851 749
Autres charges courantes	1 440 000	1 439 996	1 439 996			1 439 996		
38 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE	7 589 377 137	2 529 023 797	2 183 918 459	105 271 500		2 289 189 959	907 037 316	1 012 308 816
Equipements collectifs	2 038 098 358	340 830 050	56 563 334			56 563 334	21 359 300	21 359 300
Transferts et interventions de l'Etat	2 444 695 885	1 278 162 927	1 278 162 927	79 503 030		1 357 665 957	356 727 803	436 230 833
Dépenses de personnel	1 079 721 754	457 551 013	457 551 013			457 551 013	457 551 013	457 551 013
Achats de biens et services	1 736 096 776	444 506 326	383 667 704	25 768 470		409 436 174	67 360 990	93 129 460
Autres charges courantes	290 764 364	7 973 481	7 973 481			7 973 481	4 038 210	4 038 210

ANNEXE 8 (suite) :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
(Situation à fin juin 2012)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Collectif	Exécution SIGFIP		Avances non régularisées	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement
		Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
		(A)	(B)					
39 MINISTÈRE DU TOURISME	5 173 954 488	2 273 345 449	2 155 635 117	558 612 450		2 714 247 567	687 799 470	1 246 411 920
Equipements collectifs	520 518 551	71 869 712	23 707 979			23 707 979	1 199 470	1 199 470
Transferts et interventions de l'Etat	3 904 581 531	2 068 284 769	2 060 053 968	421 874 697		2 481 928 665	686 600 000	1 108 474 697
Dépenses de personnel								
Achats de biens et services	748 854 406	133 190 968	71 873 170	136 737 753		208 610 923		136 737 753
Autres charges courantes								
40 MINISTÈRE DES TRANSPORTS	8 499 563 783	3 228 922 486	3 160 835 770	709 611 600		3 870 447 370	1 682 130 538	2 391 742 138
Equipements collectifs	958 154 023	97 293 668	77 325 756			77 325 756	4 576 040	4 576 040
Transferts et interventions de l'Etat	1 226 652 098	325 971 877	325 971 877	535 912 114		861 883 991	40 125 000	576 037 114
Dépenses de personnel	3 783 210 833	1 611 309 705	1 611 309 705			1 611 309 705	1 611 309 705	1 611 309 705
Achats de biens et services	2 520 969 752	1 194 347 236	1 146 228 432	173 699 486		1 319 927 918	26 119 793	199 819 279
Autres charges courantes	10 577 077	0	0					
42 MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	11 491 919 196	5 405 686 003	4 979 262 172	71 000 000		5 050 262 172	4 784 479 851	4 855 479 851
Equipements collectifs	1 221 149 451	326 048 874	88 149 921			88 149 921	5 724 799	5 724 799
Transferts et interventions de l'Etat	64 105 000	33 171 000	19 206 000	53 620 544		72 826 544	19 206 000	72 826 544
Dépenses de personnel	8 418 978 618	4 723 310 024	4 723 310 024			4 723 310 024	4 723 310 024	4 723 310 024
Achats de biens et services	1 644 299 397	307 236 105	132 676 227	17 379 456		150 055 683	29 479 028	46 858 484
Autres charges courantes	143 386 730	15 920 000	15 920 000			15 920 000	6 760 000	6 760 000
45 MINISTÈRE CHARGÉ DES EX-COMBATTANTS ET DES VICTIMES DE GUERRE	1 521 418 992	674 060 164	402 008 385			402 008 385	186 909 356	186 909 356
Equipements collectifs	139 400 000	36 391 422	14 716 730			14 716 730	2 974 190	2 974 190
Transferts et interventions de l'Etat	104 223 814	52 111 907	52 111 907			52 111 907		
Dépenses de personnel	416 707 282	172 135 166	172 135 166			172 135 166	172 135 166	172 135 166
Achats de biens et services	770 587 896	413 421 669	163 044 582			163 044 582	11 800 000	11 800 000
Autres charges courantes	90 500 000	0	0					
47 COUR SUPREME	5 728 607 809	2 348 423 753	2 348 423 753			2 348 423 753	2 163 177 703	2 163 177 703
Equipements collectifs								
Transferts et interventions de l'Etat	1 208 700 976	483 199 267	483 199 267			483 199 267	297 953 217	297 953 217
Dépenses de personnel	4 423 060 840	1 865 224 486	1 865 224 486			1 865 224 486	1 865 224 486	1 865 224 486
Achats de biens et services	96 845 993	0	0					
Autres charges courantes								
48 MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	3 151 644 260	1 546 099 795	1 412 171 961	752 795 683		2 164 967 644	50 869 598	803 665 281
Equipements collectifs	382 202 364	119 075 662	14 418 396			14 418 396	4 748 596	4 748 596
Transferts et interventions de l'Etat	2 115 921 222	1 247 349 550	1 247 349 550	568 525 551		1 815 875 101		568 525 551
Dépenses de personnel	98 643 309	35 779 543	35 779 543			35 779 543	35 779 543	35 779 543
Achats de biens et services	372 523 690	61 835 886	32 565 318	184 270 132		216 835 450	10 341 459	194 611 591
Autres charges courantes	182 353 675	82 059 154	82 059 154			82 059 154		

ANNEXE 8 (suite) :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
(Situation à fin juin 2012)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Exécution SIGFIP			Avances non régularisées (D)	Opérations de Trésorerie (E)	Total Exécution (F) = (C) + (D) + (E)	Mandats mis en règlement (G)	Total paiement (H) = (D) + (E) + (G)
	Collectif	Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
	(A)	(B)	(C)					
51 MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	7 592 989 310	2 599 124 624	1 885 300 695	136 302 600		2 021 603 295	1 650 708 876	1 787 011 476
Equipements collectifs	2 536 324 805	566 169 631	148 761 760			148 761 760	70 518 860	70 518 860
Transferts et interventions de l'Etat	319 681 859	236 214 862	136 206 837	102 938 304		239 145 141	131 031 837	233 970 141
Dépenses de personnel	2 421 965 127	1 211 976 741	1 211 976 741			1 211 976 741	1 211 976 741	1 211 976 741
Achats de biens et services	1 795 876 223	386 268 839	189 860 806	33 364 296		223 225 102	119 713 722	153 078 018
Autres charges courantes	519 141 296	198 494 551	198 494 551			198 494 551	117 467 716	117 467 716
56 MINISTÈRE CHARGÉ DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES	2 105 723 986	1 087 558 790	1 050 201 515			1 050 201 515	877 575 874	877 575 874
Equipements collectifs	175 838 650	154 789 430	127 825 816			127 825 816	81 218 734	81 218 734
Transferts et interventions de l'Etat	38 970 000	19 485 000	19 485 000			19 485 000	9 742 500	9 742 500
Dépenses de personnel	1 385 693 111	695 063 664	695 063 664			695 063 664	695 063 664	695 063 664
Achats de biens et services	505 222 225	218 220 696	207 827 035			207 827 035	91 550 976	91 550 976
Autres charges courantes								
60 MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	1 287 875 441	288 980 461	251 832 322	87 091 850		338 924 172	131 714 105	218 805 955
Equipements collectifs	9 500 000	7 166 666	0					
Transferts et interventions de l'Etat	66 814 031	16 018 217	16 018 217	65 773 414		81 791 631		65 773 414
Dépenses de personnel	277 364 532	99 214 105	99 214 105			99 214 105	99 214 105	99 214 105
Achats de biens et services	934 196 878	166 581 473	136 600 000	21 318 436		157 918 436	32 500 000	53 818 436
Autres charges courantes								
64 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET SERVICE CIVIQUE	6 019 920 525	3 940 591 167	3 743 297 529			3 743 297 529	682 955 176	682 955 176
Equipements collectifs	296 372 975	161 245 468	54 102 740			54 102 740	19 000 000	19 000 000
Transferts et interventions de l'Etat	1 526 000 000	750 000 000	750 000 000			750 000 000	250 000 000	250 000 000
Dépenses de personnel	401 259 322	201 271 676	201 271 676			201 271 676	201 271 676	201 271 676
Achats de biens et services	3 796 288 228	2 828 074 023	2 737 923 113			2 737 923 113	212 683 500	212 683 500
Autres charges courantes								
65 MINISTÈRE DE L'ARTISANAT ET DE LA PROMOTION PME	3 088 848 402	1 267 324 448	1 200 152 759			1 200 152 759	553 306 357	553 306 357
Equipements collectifs	480 377 676	65 681 547	21 025 270			21 025 270		
Transferts et interventions de l'Etat	867 728 461	456 324 984	456 324 984			456 324 984	35 540 000	35 540 000
Dépenses de personnel	846 457 055	452 993 455	452 993 455			452 993 455	452 993 455	452 993 455
Achats de biens et services	640 285 210	178 324 462	155 809 050			155 809 050	10 772 902	10 772 902
Autres charges courantes	254 000 000	114 000 000	114 000 000			114 000 000	54 000 000	54 000 000
68 PARQUET GENERAL	532 148 383	250 657 028	250 657 028			250 657 028	250 657 028	250 657 028
Equipements collectifs	22 929 179	6 878 754	6 878 754			6 878 754	6 878 754	6 878 754
Transferts et interventions de l'Etat	225 699 204	101 564 642	101 564 642			101 564 642	101 564 642	101 564 642
Dépenses de personnel	283 520 000	142 213 632	142 213 632			142 213 632	142 213 632	142 213 632
Achats de biens et services								
Autres charges courantes								

ANNEXE 8 (suite et fin) :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
(Situation à fin juin 2012)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Collectif	Exécution SIGFIP		Avances non régularisées	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement
		Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
		(A)	(B)					
72 MINISTÈRE DE LA SALUBRITÉ URBAINE	6 204 373 399	2 601 552 209	2 439 405 978	128 104 435		2 567 510 413	1 049 759 084	1 177 863 519
Equipements collectifs	1 166 882 525	75 622 741	20 891 552			20 891 552		
Transferts et interventions de l'Etat	464 650 770	261 250 000	201 250 000	96 746 894		297 996 894	36 750 000	133 496 894
Dépenses de personnel	1 226 651 741	587 456 724	587 456 724			587 456 724	587 456 724	587 456 724
Achats de biens et services	2 790 965 195	1 121 999 576	1 074 584 534	31 357 541		1 105 942 075	425 552 360	456 909 901
Autres charges courantes	555 223 168	555 223 168	555 223 168			555 223 168		
73 MINISTÈRE DE LA PROMOTION DU LOGEMENT	2 495 191 041	869 217 687	812 252 519			812 252 519	762 581 378	762 581 378
Equipements collectifs	283 237 000	38 685 099	18 037 000			18 037 000		
Transferts et interventions de l'Etat	1 525 162 755	762 581 378	762 581 378			762 581 378	762 581 378	762 581 378
Dépenses de personnel								
Achats de biens et services	186 791 286	67 951 210	31 634 141			31 634 141		
Autres charges courantes	500 000 000	0	0					
74 MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITÉ	6 063 250 239	12 582 372 225	12 110 841 298			12 110 841 298	778 616 403	778 616 403
Equipements collectifs	614 056 521	173 818 966	73 140 484			73 140 484	5 391 960	5 391 960
Transferts et interventions de l'Etat	1 635 426 546	1 859 996 333	1 824 696 333			1 824 696 333	27 257 896	27 257 896
Dépenses de personnel	1 382 133 203	693 278 015	693 278 015			693 278 015	693 278 015	693 278 015
Achats de biens et services	2 228 004 110	9 504 459 329	9 168 906 884			9 168 906 884	39 213 607	39 213 607
Autres charges courantes	203 629 859	350 819 582	350 819 582			350 819 582	13 474 925	13 474 925
TOTAL GENERAL	3 202 704 002 257	1 333 497 130 782	1 298 066 692 751	40 246 184 912	100 610 957 405	1 438 923 835 068	673 486 829 743	814 343 972 060
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	<i>815 721 763 856</i>	<i>364 090 294 559</i>	<i>363 662 366 604</i>		<i>12 767 272 787</i>	<i>376 429 639 391</i>	<i>110 115 301 213</i>	<i>122 882 574 000</i>
<i>Déficit CGRAE</i>	<i>30 475 000 000</i>	<i>15 237 500 000</i>	<i>15 187 500 000</i>		<i>5 412 000 000</i>	<i>20 599 500 000</i>		<i>5 412 000 000</i>
<i>Subventions et transferts</i>					<i>40 171 600 000</i>	<i>40 171 600 000</i>		<i>40 171 600 000</i>
<i>Reversement TVA au Secteur Electricité</i>					<i>2 300 000 000</i>	<i>2 300 000 000</i>		<i>2 300 000 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>					<i>25 700 000 000</i>	<i>25 700 000 000</i>		<i>25 700 000 000</i>
<i>Reversement de bonus de signature au secteur minier</i>					<i>7 240 000 000</i>	<i>7 240 000 000</i>		<i>7 240 000 000</i>
<i>Dépenses investissements</i>					<i>8 553 684 618</i>	<i>8 553 684 618</i>		<i>8 553 684 618</i>

Source: SIGFIP-DGBF

ANNEXE 9 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES A FIN JUIN 2012

Nature de dépenses	2011	2012		
<i>Données en millions de FCFA</i>	Réalisation	Budget	Collectif	Réalisation à fin Juin
DEPENSES EDUCATION	489 930,7	612 488,6	624 813,2	299 111,9
Courantes	460 645,2	565 983,3	578 307,8	261 075,2
Administration Centrale	343 401,1	448 688,8	461 013,4	212 981,1
Personnel	324 410,5	430 512,7	442 837,3	206 900,0
Abonnement	8 896,1	6 956,4	6 956,4	3 478,2
Autres Administrations Centrales	10 094,5	11 219,7	11 219,7	2 602,8
Structures éducatives (hors personnel)	117 244,1	117 294,4	117 294,4	46 154,7
Subventions aux écoles privées	52 924,0	51 885,0	51 885,0	16 752,7
Kits Scolaires	3 300,0	3 490,9	3 490,9	0,0
Bourses	18 536,3	17 776,3	17 776,3	9 645,7
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	19 827,5	20 050,1	21 681,0	10 839,9
Ecoles publiques	22 656,3	24 092,1	22 461,2	8 916,4
Avances non encore régularisées	0,0	0,0	0,0	1 939,5
Investissement	29 285,5	46 505,3	46 505,3	38 036,7
Administration	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	29 285,5	46 505,3	46 505,3	38 036,7
dont prêts extérieurs	283,6	2 300,8	2 300,8	383,8
DEPENSES SANTE	105 636,6	137 824,2	139 324,2	60 381,3
Courantes	94 744,7	105 379,4	106 879,4	54 772,9
Administration Centrale	60 664,4	70 383,4	71 883,4	35 864,5
Personnel	50 884,8	58 342,4	59 842,4	31 000,0
Abonnement	2 405,8	7 126,4	7 126,4	3 563,2
Autres Administrations Centrales	7 373,8	4 914,6	4 914,6	1 301,3
Structures sanitaires (hors personnel)	34 080,3	34 996,0	34 996,0	16 259,8
Niveau primaire et secondaire	7 323,9	8 298,5	8 298,5	1 474,2
Niveau tertiaire	12 625,5	11 283,3	11 283,3	5 287,7
Niveau quaternaire	13 689,0	14 749,3	14 749,3	9 286,6
Autres	441,9	665,0	665,0	211,3
Avances non encore régularisées	0,0	0,0	0,0	2 648,7
Investissement	10 891,9	32 444,8	32 444,8	5 608,4
Administration	508,5	2 023,8	1 168,5	56,7
Construction et équipements	10 383,4	30 421,0	31 276,3	5 551,8
dont prêts extérieurs	0,0	855,3	855,3	0,0
TOTAL	595 567,3	750 312,8	764 137,4	359 493,2

ANNEXE 10 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN JUIN 2012

(toutes sources de financement confondues)

Mis à jour le 10/07/12

Montants en unité	2011	2012		
	Réalisation	Budget	Exécution à fin Juin	Objectif fin juin
01 Agriculture et développement rural	35 232 857 589	41 430 786 857	25 102 096 575	16 899 816 441
01.0 Administration générale	7 048 534 286	7 708 911 632	3 356 234 190	3 930 798 223
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	10 817 143 206	11 959 327 745	7 251 675 969	1 772 023 373
01.2 Formation et encadrement	10 301 086 675	8 400 319 000	7 073 811 314	7 448 323 998
01.3 Aménagement hydro-agricole	2 969 734 403	3 362 228 480	7 420 375 102	3 748 670 846
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	4 096 359 019	10 000 000 000		
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	3 999 377 053	4 657 803 781	2 328 929 181	2 413 887 069
02.0 Administration générale / formation et encadrement	2 648 360 708	2 691 334 990	1 693 768 586	1 531 919 939
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 217 296 017	1 497 932 044	603 629 709	572 465 989
02.2 Pêche et aquaculture	133 720 328	468 536 748	31 530 886	309 501 141
03 Education	529 206 076 016	628 602 602 450	320 969 574 271	277 720 456 532
03.0 Administration générale	24 689 926 719	23 638 123 100	9 382 122 154	7 555 343 957
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	301 110 736 067	398 231 770 125	184 887 355 324	190 367 093 419
03.2 Alphabétisation	491 344 200	562 959 445	52 600 000	236 583 431
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	74 229 681 568	80 329 320 872	33 462 555 368	30 288 287 877
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	117 029 887 462	113 040 428 907	80 886 171 426	45 139 147 848
03.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Education	11 654 500 000	12 800 000 000	12 298 770 000	4 134 000 000
04 Santé	120 237 156 419	138 014 744 384	65 022 327 287	54 916 226 747
04.00 Administration générale santé	49 192 271 862	55 363 973 901	30 984 105 913	26 060 950 029
04.01 Système de santé primaire	25 184 389 732	34 789 713 859	15 070 812 116	9 347 388 839
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	400 437 246	779 904 425	19 400 879	230 976 437
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	1 136 584 982	1 411 915 830	154 167 091	503 055 814
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	433 912 166	575 450 102	42 173 868	348 943 708
04.05 VIH/SIDA	6 890 377 452	7 950 312 228	1 064 316 867	2 600 778 111
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	25 665 182 979	25 143 474 039	13 687 750 553	11 824 533 810
04.7 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Santé	11 334 000 000	12 000 000 000	3 999 600 000	3 999 600 000
05 Eau et Assainissement	36 343 570 415	39 924 675 661	12 126 710 362	11 537 734 707
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	10 160 127 602	10 720 110 619	1 979 988 116	1 706 587 420
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	13 136 942 813	13 004 565 042	7 480 322 246	7 164 747 287
05.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Salubrité et Assainissement	13 046 500 000	16 200 000 000	2 666 400 000	2 666 400 000
05.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Eau Potable				
06 Energie	8 849 586 389	17 027 307 770	11 773 716 642	8 005 821 040
06.1 Accès à l'électricité	8 849 586 389	9 027 307 770	9 373 716 642	5 605 821 040
06.2 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Electricité		8 000 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000
07 Routes et ouvrages d'art	33 447 441 530	47 100 127 641	26 890 738 423	12 579 453 101
07.1 Entretien pistes rurales	2 135 271 287	5 142 194 091	152 236 821	1 692 677 284
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	1 135 073 122	7 484 832 042	1 037 570 936	1 521 422 784
07.3 Autres travaux routiers	22 202 097 121	23 473 101 508	22 400 930 666	6 065 353 033
07.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Entretien et Aménagement	7 975 000 000	11 000 000 000	3 300 000 000	3 300 000 000
08 Affaires Sociales	24 958 502 884	14 097 260 033	7 223 632 018	7 043 631 134
08.0 Administration générale	8 905 688 157	8 971 220 849	5 814 649 129	4 977 170 782
08.1 Formations destinées aux femmes	527 990 373	671 061 258	140 854 713	243 782 935
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	1 863 815 398	2 508 541 868	252 712 780	722 875 571
08.3 Formation au personnel d'appui	1 866 093 147	1 288 618 594	905 664 347	905 664 346
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	11 794 915 809	657 817 464	109 751 049	194 137 500
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	28 983 619 330	32 059 026 543	15 758 846 892	8 492 732 231
09.1 Décentralisation	28 983 619 330	32 059 026 543	15 758 846 892	8 492 732 231
10 Reconstructions et réhabilitations	5 605 186 757	1 164 320 841	7 350 299	42 719 586
10.1 Reconstruction et réhabilitation	4 605 186 757	1 164 320 841	7 350 299	42 719 586
10.2 Programme Présidentiel d'urgence	1 000 000 000			
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	16 531 224 245	15 926 471 877	8 939 857 910	3 353 187 141
11.1 Promotion et insertion des jeunes	14 093 879 234	13 412 465 688	6 633 227 000	2 130 534 586
11.2 Appui et suivi DSRP	394 214 095	431 982 895	146 410 000	210 100 000
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	2 043 130 916	2 082 023 294	2 160 220 910	1 012 552 555
TOTAL	843 394 598 627	980 005 127 838	496 143 779 858	403 005 665 727

Source: SIGFIP-DGBF

ANNEXE 11 : GESTION DES DELAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS DANS LE SIGFIP.

Pour la bonne exécution du budget 2012, la réduction des délais de traitement des dossiers constitue l'un des objectifs majeurs.

Depuis la gestion 2011, un module informatique «gestion des délais» permet de faire l'évaluation de ces délais. Le tableau suivant montre pour chaque acteur de la dépense publique la durée moyenne de traitement des dossiers.

Durée moyenne de traitement des dossiers

Acteurs	Engagement		Ordonnancement		Prise en Charge	
	Durée moyenne	Normes	Durée moyenne	Normes	Durée moyenne	Normes
Ordonnateur	3 jours		11 jours	5 jours		
Contrôleur financier	14 jours	5 jours	21 jours	5 jours		
Comptable					11 jours	5 jours

Source : DGBF

Le délai moyen des actions relevant des principaux acteurs du SIGFiP sont largement supérieur à la norme. La maîtrise des délais étant l'une des conditions requises pour accroître la capacité d'absorption en matière de gestion budgétaire, des dispositions sont prises, en liaison avec les services compétents, pour ramener les délais de traitement des dossiers par les acteurs (Ordonnateur, Contrôleur financier, Comptable) dans la limite des normes établies.